

DETAILS DES CONTACTS DE L'ORGANISATION

Direction Générale (Siège) : Rue de la Kozah – BP : 1368 Lomé TOGO
Tél : (228) 22 21 61 32 / 22 21 57 95 – Fax : (228) 22 21 37 64
Site : www.cebnet.org – Email : dg@cebnet.org

Direction Régionale Togo (DRT)
BP : 1368 Lomé TOGO
Tél : (228) 22 21 54 79 / 03 51

Direction Régionale Bénin (DRB)
BP : 537 Cotonou BENIN
Tél : (229) 21 38 06 75

Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement (CFPP)
BP 537 Cotonou Bénin
Tél : (229) 21 36 00 86
Tél/Fax : (229) 21 36 00 87

Direction de la Centrale Hydroélectrique de Nangbéto
BP : 53 Atakpamè-TOGO
Tél : (228) 24 40 09 47/02 23
Fax : (228) 24 40 02 24

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	3
1. CADRE DES ACTIVITES	5
1.1 : PRESENTATION DE LA CEB	6
1.1.1 : Nos chiffres clés de 2017	7
1.1.2 Message du Directeur Général	8
1.2 : ORGANES D'ADMINISTRATION	10
1.3 EQUIPE DE DIRECTION AU 31 DECEMBRE 2017	12
1.4 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2017	13
1.4.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2017	13
1.4.2 - Evolution économique en Afrique en 2017	13
1.4.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2017	14
1.4.4 - Situation économique au Bénin et au Togo	14
2 ACTIVITES 2017	16
RESUME DES ACTIVITES EN 2017	17
2.1 ACTIVITES DES ORGANES DELIBERANTS :	19
2.1.1 - Haut Conseil Interétatique	19
2.1.2 - Haute Autorité	20
2.2 : ACTIVITES DE L'EQUIPE DE DIRECTION	22
2.2.1 - Gestion des ressources humaines	22
2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie	25
2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie	27
2.2.4 Gestion des projets	34
3 ETATS FINANCIERS	45
3.1 BILAN – ACTIF	46
3.2 BILAN - PASSIF	49
3.3 : COMPTE DE RESULTAT	52
3.4: TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)	55
3.5 : NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS	60
4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2017	93
4.1 REVUE DES HYPOTHESES DE BASE DU BUDGET 2017	94
4.2 BUDGET D'EXPLOITATION	96
4.3 BUDGET DES INVESTISSEMENTS	98

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	:	Agence Française de Développement
BEI	:	Banque Européenne d'Investissement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
VRA	:	Volta River Authority
WAPP	:	West African Power Pool (EEEOA)
BID	:	Banque Islamique de Développement
BM	:	Banque Mondiale
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
BOO	:	Build Own Operate
CEB	:	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPP	:	Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement
DM	:	Direction des Marchés
DARH	:	Direction de l'Administration et des Ressources Humaines
DCGIS	:	Direction du Contrôle de Gestion de l'Informatique et de la Statistique
DCN	:	Direction de la Centrale de Nangbéto
DT	:	Direction Technique
DFC	:	Direction des finances et de la Comptabilité
DEPP	:	Direction des Etudes de la Planification et des Projets
EEEOA (WAPP)	:	Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain
GG	:	Générateur de Gaz
GRIDCo	:	Ghana Grid Company Ltd
GWh	:	Gigawattheure
IPP	:	Independent Power Pro.ducer
kWh	:	kilowattheure
MT	:	Moyenne Tension
NIGELEC	:	Société Nigérienne d'Electricité
MWh	:	Megawattheure
PHCN	:	Power Holding Company of Nigeria
PFSE	:	Projet de Fourniture des Services d'Electricité
SPTC	:	Service de la Production Thermique de Cotonou
SPTL	:	Service de la Production Thermique de Lomé

TAG	:	Turbine à Gaz
TCN	:	Transport Company of Nigeria
TT	:	Transformateur de Tension
UPDEA	:	Union des Producteurs, Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique en Afrique

1. CADRE DES ACTIVITES

1.1 : Présentation de La CEB

La Communauté Electrique du Bénin (CEB) est un Organisme International à caractère public. Elle a été instituée par l'Accord International et le Code Bénino-Togolais de l'Electricité du 27 juillet 1968 révisé le 23 décembre 2003.

Aux termes du nouvel accord portant modification de l'ancien, la Communauté Electrique du Bénin reçoit sur l'ensemble des territoires des deux Etats, l'exclusivité d'exercer les activités de transport exclusif pour les besoins des deux Etats.

Conformément à l'article L33 nouveau, la CEB a pour missions :

- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, des installations de production d'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;
- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, les installations de transport de l'énergie électrique sur l'ensemble des territoires des deux Etats ; en qualité de transporteur exclusif ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords relatifs à l'importation de l'énergie électrique, chacun des deux Etats s'engageant à ne conclure aucun accord séparé d'importation d'énergie électrique ;
- de conclure, en cas de nécessité, des accords d'exportation de l'énergie électrique excédentaire avec les pays voisins des deux Etats ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords de transit de l'énergie électrique ;
- d'assurer, grâce à son Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement, la sélection, la formation et le perfectionnement au profit des entreprises des deux Etats sans exclusive ;
- de planifier la production et le transport de l'énergie électrique en liaison avec les ministères en charge de l'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;
- d'exercer au profit des deux Etats, les missions de centre de réparation et d'entretien, de centrale d'achat de matériel et d'équipements et de bureau d'études et d'ingénierie, étant entendu que ces missions n'ont pas un caractère obligatoire pour la Communauté Electrique du Bénin (CEB).

1.1.1 : Nos chiffres clés de 2017

Un accroissement de la demande sur le réseau interconnecté passant de 2 784,622 GWh en 2016 à 2 947,552 GWh en 2017	
	Une baisse du chiffre d'affaires de 103,673 milliards de FCFA en 2017 contre 113,035 milliards de FCFA en 2016
Un redressement significatif du déficit passant de - 18,555 milliards de FCFA en 2016 à - 2,796 milliards de FCFA en 2017	
	Une autoproduction d'électricité en hausse passant à 472,761 GWh contre 229,588 GWh en 2016
Une baisse d'approvisionnement en énergie passant de 1 693,899 à 1453,167 GWh en 2017	
	Une réduction des ventes d'énergie aux deux états passant de 1787,762 à 1750,848 GWh en 2017
Une augmentation du taux de perte passant à 5,78% contre 4,6% en 2016	
	Une augmentation de la pointe annuelle passant de 434,00 à 444,84 MW en 2017

1.1.2 Message du Directeur Général



Lors de ma prise de fonction à la Communauté Electrique du Bénin (CEB), au terme de ma nomination par les plus hautes autorités du Togo et du Bénin, je m'étais engagé à améliorer l'image de l'entreprise et à faire en sorte qu'elle redevienne une source de fierté pour le sous-secteur Bénino-Togolais de l'électricité.

Grâce à l'appui très engagé des organes de gouvernance de l'entreprise (Haut Conseil Interétatique et Haute Autorité) et avec le concours et la mobilisation exceptionnelle du personnel à divers niveaux de la CEB, de nombreux chantiers de restructuration de l'entreprise ont été amorcés dans un contexte très difficile à l'épanouissement des activités de la CEB.

Pour enclencher ce processus de restructuration, nous avons procédé à

l'organisation d'un atelier de haut niveau regroupant l'ensemble des acteurs bénino-togolais de l'électricité avec le concours des partenaires techniques et financier et l'appui de la Délégation de l'Union Européenne, à travers son assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Cet important cadre de concertation a permis de mieux appréhender la vision des différents acteurs sectoriels sur la nécessité de pérenniser l'existence et le fonctionnement de la CEB.

Aussi, cet exercice a été l'occasion de sensibiliser les différents acteurs sectoriels sur l'importance et le rôle croissant que la CEB joue depuis sa création notamment dans la mise en place des infrastructures de production et de transport d'électricité au niveau des deux Etats.

Pour accompagner cette dynamique, nous avons pris de nombreuses décisions pour (i) maintenir en état de fonctionnement les équipements et (ii) garantir la continuité des travaux en souffrance sur les différents chantiers, destinés à terme au renforcement et à l'extension de notre réseau de transport Communautaire.

Au plan managérial, une nouvelle organisation a été mise en place de façon à maîtriser les charges de

fonctionnement et garantir la bonne gouvernance de l'entreprise.

La gestion financière de l'entreprise a été rationalisée et assainie à tous les niveaux, approfondissant ainsi la maîtrise des charges qui s'annonçaient. Globalement, la nouvelle approche managériale mise en place à viser l'amorce d'une maîtrise des déséquilibres financiers et structurels de la CEB. Ce qui, à court terme ne donne qu'une lueur pour trouver des moyens pour faire plus efficacement face aux exigences des mutations découlant de son environnement financier hautement capitalistique.

En somme, La Direction Générale est engagée dans une dynamique consistant à sans cesse nous réinventer et à garder une posture résolument orientée vers l'innovation, pour garantir le respect de nos engagements vis -à-vis de nos

clients et des partenaires techniques et financiers.

Je voudrais pour finir remercier le Haut Conseil Interétatique et la Haute Autorité, pour la diligence avec laquelle ils ont procédé à l'examen des différents dossiers qui leur ont été soumis notamment l'ensemble des réflexions relatives à la pérennisation des acquis de l'institution.

1.2 : Organes d'administration

la CEB est administrée par :

- un Haut Conseil Inter-Etatique (HCIE) composé de huit (8) ministres, membres désignés à raison de quatre (4) par le gouvernement de chacun des deux Etats ;
- une Haute Autorité (HA) de dix (10) membres à raison de cinq (5) membres par Etat, assistée d'un Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint.

La CEB dispose en outre de deux (2) Commissaires aux Comptes et de deux (2) Conseillers Juridiques à raison d'un Commissaire aux Comptes et d'un Conseiller par Etat.

La liste des membres des différents organes se présente comme suit :

► COMPOSITION DU HAUT CONSEIL INTER-ETATIQUE

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
<u>Dona Jean-Claude HOUSSOU</u> Ministre de l'Energie	<u>Dèdèriwè ABLY- BIDAMON</u> Ministre des Mines et de l'Energie
MEMBRES	
<u>Abdoulaye Bio TCHANE</u> Ministre d'Etat, chargé du Plan et du Développement	<u>Kossi ASSIMAÏDOU</u> Ministre de la Planification du Développement
<u>Aurélien AGBENONCI</u> Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération	<u>Robert DUSSEY</u> Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine
<u>Romuald WADAGNI</u> Ministre de l'Economie et des Finances	<u>Sani YAYA</u> Ministre de l'Economie et des Finances

► COMPOSITION DE LA HAUTE AUTORITE

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
<u>Armand S. Raoul DAKEHOUN</u> Directeur de Cabinet du Ministre de l'Energie	<u>Tchamdja ANDJO</u> Représentant du Ministre des Mines et de l'Energie
MEMBRES	
<u>Rufino S. d'ALMEIDA</u> Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement	<u>Essohanam EDJEOU</u> Directeur de Cabinet Ministère de la Planification du Développement
<u>Gilles GUERARD</u> Directeur Général CAA Ministère de l'Economie et des Finances	<u>Awima A.S. OUTCHANTCHA</u> Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances
<u>Norbert B. KANHOUNON</u> Secrétaire Général, Ministère du Travail et de la Fonction Publique	<u>Mawusi k. DOUAMENYO</u> Directeur Général du Travail et des Lois Sociales Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale
<u>Jean-Marie N. DANDOGA</u> Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie, et du Commerce	<u>Bilakimwé FEOU</u> Directeur de l'Industrie Ministère de l'Industrie, de la Zone Franche et des Innovations Technologiques

► COMMISSAIRES AUX COMPTES

BENIN	TOGO
<u>Armand FANDOHAN</u> Expert-Comptable	<u>Momboza HALAOUI</u> Expert-Comptable

► CONSEILLERS JURIDIQUES

BENIN	TOGO
<u>Mahoussi AMOUSSOU</u> Conseillère Technique Juridique du Ministre de l'Energie Conseillère Juridique de la CEB.	<u>Kodjo WOAYI</u> Secrétaire Général de la Cour Suprême Conseiller Juridique de la CEB.

1.3 Equipe de Direction au 31 décembre 2017

Karimou CHABI SIKA Directeur Général	
Katari FOLI BAZI, Directeur Général Adjoint	
LES DIRECTEURS CENTRAUX, CONSEILLERS ET INSPECTEURS TECHNIQUES	
Jean-Luc A. GBAGUIDI Directeur du Contrôle de Gestion de l'Informatique et de la Statistique	Yawo BLU Conseiller du Directeur Général
Mawuena MEDEWOU Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines	G. Maxime DIDAVI Conseiller du Directeur Général
Koffi NABROULABA Directeur des Finances et de la Comptabilité	Armand D. GOMEZ Conseiller du Directeur Général
Patamasname AGNEKETHOM Directeur des Etudes de la Planification et des Projets	Antoine AKEMAKOU Inspecteur des Services Techniques
Norbert KINDADOUSI Directeur Technique	Alain GANGBE Inspecteur des Services Techniques
Soumanou WADE DOUKAGO Y. Directeur des Marchés	Salifou ADAMOU ZIME N. Inspecteur des Services Techniques
	Ali TCHAA Inspecteur des Services Techniques

1.4 Environnement économique en 2017

1.4.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2017

L'activité économique mondiale continue de s'affermir. La production mondiale a progressé de 3,7¹ % en 2017, soit ½ point de plus qu'en 2016. Cette accélération de la croissance est généralisée, avec des révisions de la croissance à la hausse notable en Europe et en Asie. Les modifications de la politique fiscale américaine devraient stimuler l'activité : l'impact à court terme aux États-Unis devrait tenir principalement à la réaction de l'investissement aux baisses de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Les facteurs qui influent sur les prévisions de croissance mondiale semblent plus ou moins équilibrés à court terme, mais restent orientés à la baisse à moyen terme. L'expansion cyclique actuelle offre une occasion idéale de procéder à des réformes. Tous les pays ont pour priorités de mettre en œuvre des réformes structurelles qui accroîtront la production potentielle et de mieux partager les bienfaits de la croissance.

Parmi les pays avancés, la croissance au troisième trimestre de 2017 a été plus élevée que prévu, notamment en Allemagne, en Corée du Sud, aux États-Unis et au Japon. Pour ce même trimestre, des pays émergents et des pays en développement importants, parmi lesquels l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine, ont aussi enregistré une croissance supérieure aux prévisions. Selon des données à fréquence élevée et des indicateurs du climat des marchés, cette dynamique solide s'est consolidée au quatrième trimestre.

Les taux de croissance pour beaucoup de pays de la zone de l'union Européenne ont été révisés à la hausse, en particulier pour l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, en raison de l'affermissement de la demande intérieure et extérieure.

1.4.2 - Evolution économique en Afrique en 2017

En Afrique subsaharienne, l'accélération de la croissance de 2,7 % en 2017 correspond globalement aux prévisions, avec une légère révision à la hausse de la prévision de croissance pour le Nigéria, mais une croissance plus modérée en Afrique du Sud, où il est maintenant prévu que la croissance restera inférieure à 1 % en 2018 et 2019, car la montée de l'incertitude politique pèse sur la confiance et l'investissement.

¹ Perspectives de l'économie mondiale-Mise à jour du 22, janvier 2018

1.4.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2017

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée soutenue au troisième trimestre 2017. Le produit intérieur brut de l'UEMOA s'est accru au quatrième trimestre 2017 de 6,5²%, en glissement annuel, après 6,7% un trimestre plus tôt. Cette décélération est essentiellement imputable à la baisse de même ampleur du rythme de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. La contribution du secteur primaire est ressortie, quant à elle, à 1,4 point de pourcentage, stable par rapport aux réalisations notées le trimestre précédent.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est ressorti à 0,9% au quatrième trimestre 2017, après 1,2% un trimestre plus tôt. Cette décélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable à la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est passée de +0,7 point de pourcentage au troisième trimestre 2017 à +0,3 point de pourcentage au quatrième 2017. La détente des prix des denrées alimentaires au quatrième trimestre 2017 par rapport à leurs niveaux au trimestre précédent s'explique par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, en tubercules et en plantains dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo, ainsi qu'en produits de la pêche au Sénégal.

1.4.4 - Situation économique au Bénin et au Togo

Pour 2017, au Bénin, le taux de croissance du PIB réel est de 5,6 %, en progression par rapport aux 4 % de 2016. Les projections pour 2018 et 2019 sont aussi prometteuses avec des taux respectifs de 6,1 % et 6,5 %.

En 2016-2017, la performance économique était principalement due aux réformes du Programme d'action du Gouvernement (PAG) 2016–2021, intitulé « Bénin révélé » et visant à augmenter les dépenses publiques d'investissement dans les infrastructures, l'agriculture, le tourisme ou les services de base.

Ces perspectives positives devraient également s'expliquer par la considérable augmentation de la production agricole, notamment du coton, estimée à 450 000 tonnes en 2016 ; l'augmentation des capacités de production de l'électricité ; et la reprise économique au Nigéria, dont l'activité commerciale du Bénin est tributaire.

² Bulletin trimestriel de statistique économique-Quatrième trimestre 2017

Au Togo, la croissance économique est estimée à 4,5% pour 2017 contre 5,1% en 2016. Projetée à 5 % pour 2018, elle pourrait atteindre 5,3 % en 2019, à condition que les précipitations restent favorables.

L'agriculture demeure le fondement de l'économie togolaise, avec une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance en 2017. En 2018–2019, le secteur tertiaire devrait bénéficier de la capacité du port de Lomé étendue grâce à l'installation d'équipements modernes de transbordement.

Une recrudescence des protestations politiques qui ralentissent l'activité économique depuis août 2017 pourrait entraîner une révision à la baisse de la croissance estimée pour 2017 et projetée pour 2018 et 2019.

2 ACTIVITES 2017

RESUME DES ACTIVITES EN 2017

La communauté Electrique du Bénin (CEB) a été confrontée au cours de l'année 2017, à une conjoncture sectorielle singulière qui se résume comme suit :

(i) Au point de vue de l'exploitation du réseau interconnecté de la CEB : en 2017, tout comme les autres années, la CEB a été confrontée aux difficultés liées au défi de l'approvisionnement en énergie électrique.

Globalement, la demande en énergie satisfaite sur le réseau interconnecté en 2017 a connu un léger accroissement de **5,85%** passant de **2 784,622 GWh** en **2016** à **2 947,552 GWh** en **2017** en intégrant les productions propres de la SBEE, CEET, CGT, WACEM et l'importation SBEE de PARAS.

Mais avec la particularité que 2017, a été marquée par la réduction de l'énergie venant de la VRA/GRIDCo et de la TCN. Cette réduction de l'énergie venant du côté du Nigéria est essentiellement imputable à l'importation de l'énergie par la SBEE auprès de PARAS ENERGY. En ce qui concerne l'énergie provenant de la VRA, sa réduction est dû à la limitation par la VRA de la fourniture d'énergie à 100 MW et à la suspension par la CEB des importations onéreuses d'énergie en provenance de la CIE.

Toutefois, malgré la vétusté de son parc de production, la CEB a doublé sa production propre par rapport à 2016, en mettant à contribution la quasi-totalité de sa puissance installée de façon assez régulière. En effet les taux de disponibilité des unités de production de la CEB ont tourné autour de 99% pour les TAGs et de 98% pour les groupes de la centrale hydroélectrique de Nangbéto.

Pour ce qui relève des statistiques d'exploitation, le système électrique de la communauté a enregistré huit **(08)** interruptions venant de la VRA/GRIDCo ce qui a engendré une énergie non livrée d'environ **1,309 MWh**. Du côté de la TCN le nombre d'interruptions est de quarante-six **(46)** ce qui est estimé à une perte d'énergie de **20,155 MWh**.

(ii) Mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de transport et de production : en ce qui concerne ce volet des activités mise en œuvre en 2017, il faut noter globalement que des actions conjointes ont été engagées par la CEB et les Gouvernements du Bénin et du Togo en vue, de proroger certains accords de financement des projets pour tenir compte des retards accumulés par les entreprises en

charge de l'exécution des projets de façon à ne pas handicaper l'atteinte des objectifs assignés à ces derniers.

Il est à noter également à ce chapitre que les projets en cours d'exécution ont souffert de la défaillance organisationnelle et de la faible surface financière des entreprises en charge de leur réalisation. Cet état de chose a engendré des retards dans la mise en service de nombre de projets, notamment les projets de ligne 161 kV Onigbolo/Parakou, et Sakété/Porto-Novo et de la ligne 330 kV Ghana-Togo-Bénin.

Pour ce qui concerne la mise en œuvre de la ligne 330 kV Ghana-Togo-Bénin, la gestion hasardeuse par l'entreprise des contrats de construction de la ligne 330 kV Ghana-Togo-Bénin et l'effet conjugué des difficultés de mobilisation de la contrepartie de la CEB pour le dédommagement à bonne date des personnes et des biens affectés ont fait courir des risques sur le financement de la Banque Africaine de Développement. Ce qui occasionne des défauts de paiements des prestations de l'entreprise SAE/GAMMON.

En ce qui concerne les autres projets, il faut noter que la mobilisation de la Direction Générale a permis de circonscrire les dérives des entreprises en charge de leur exécution. Ainsi certains ouvrages ont pu être mis en service et sont actuellement opérationnels.

Enfin sur ce volet il faut noter que certains projets prioritaires en phase d'étude notamment le projet de réhabilitation du barrage de Nangbéto et le projet Natitingou-Porga-Dapong ont connu également des retards dans la finalisation de leur DAO du fait de la lenteur des ingénieurs conseils en charge de leur élaboration.

(iii) Au chapitre de la gestion financière de l'entreprise : les activités de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ont enregistré pour une deuxième année consécutive un déficit significatif. En effet, le résultat net est un déficit de **2 796 millions** de francs CFA contre un déficit de 18 555 millions de francs CFA en 2016. Ce redressement du déficit a été rendu possible grâce à la bonne pluviométrie dont a bénéficié la centrale hydroélectrique de Nangbéto, la disponibilité du gaz qui a facilité la sollicitation en continue des deux turbines à gaz ainsi qu'à l'incidence positive des mesures drastiques prises en vue de la réduction de charges au niveau de l'entreprise. Il est à noter malgré l'ensemble de ses dispositions prises par la Direction Générale que la situation financière de l'entreprise reste préoccupante et appelle à cet effet à des mesures d'accompagnement.

2.1 Activités des Organes délibérants :

2.1.1 - Haut Conseil Interétatique

Dans le cadre de ses activités et conformément aux dispositions du code Bénino-togolais de l'électricité, le Haut Conseil Interétatique (HCIE) a tenu trois (03) réunions au cours de l'exercice 2017.

La 88^{ième} réunion a eu lieu, en session extraordinaire, le vendredi 24 mars 2017, dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 87^{ième} réunion ;
2. état d'avancement des projets ;
3. questions diverses ;
 - 3.1 : retour d'expérience sur l'arrêt de la maintenance préventive de la CEB pendant la période du 20 décembre 2016 au 10 janvier 2017 ;
 - 3.2 : point sur l'application de la décision n°001/CEB/HCIE du 10 juin 2016 relative à l'autorisation d'importation d'énergie par un Etat membre de la communauté ;
 - 3.3 : question tarifaire au niveau de la VRA ;
 - 3.4 : point d'information sur la fibre optique ;

La 89^{ième} réunion a eu lieu en session extraordinaire, le vendredi 09 juin 2017, dans la salle de réunion du siège de l'Institution à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 88^{ième} réunion ;
2. note sur l'approvisionnement en énergie électrique de la communauté ;
3. point sur la situation financière de la CEB ;
4. renforcement de la capacité de production de la CEB ;
5. questions diverses.

La 90^{ième} réunion, le vendredi 29 septembre 2017, dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 89^è réunion ;
2. examen et approbation des comptes de la CEB :

- 2.1 : présentation du rapport de gestion de la Haute Autorité – exercice 2016 ;
- 2.2 : présentation des rapports (général et spécial) des Commissaires aux Comptes ;
- 3. Questions diverses.
- 3.1 : Point de la mission à Abudja ;
- 3.2 : Plan d'apurement des dettes des fournisseurs ;
- 3.3 : Dossier NOCIBE : point des diligences ;
- 3.4 : Actualisation de la décision n°003/CEB/HCIE/2008 du 08 Août 2008 ;
- 3.5 : Compte rendu de la réunion sur la synchronisation des réseaux VRA-CEB-TCN ;
- 3.6 : Actions menées pour la relance du projet Adjarala.

2.1.2 - Haute Autorité

Quatre (04) réunions, dont deux (2) en session extraordinaire ont marqué les activités de la Haute Autorité au cours de l'année 2017. Il s'agit de :

La 162^{ème} réunion, le vendredi 07 juillet 2017 dans la salle de réunion de la Direction Régionale du Transport Bénin, avec pour ordre du jour :

- 1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 161^{ème} réunion ;
- 2. note sur l'approvisionnement en énergie électrique de la Communauté ;
- 3. budget, exercice 2017 de la CEB, remanié ;
- 4. questions diverses.

La 163^{ème} réunion, le jeudi 06 octobre 2016 à LOME, avec pour ordre du jour :

- 1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 162^{ème} réunion ;
- 2. examen et adoption du projet de nouvel organigramme de la CEB ;
- 3. questions diverses.

La 164^{ème} réunion, le mercredi 30 Août 2017 dans la salle de réunion de la Direction Régionale de Transport Bénin, avec pour ordre du jour :

- 1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 163^{ème} réunion ;
- 2. examen et arrêté des comptes de la CEB ;
 - 2.1 : présentation du rapport d'activités du Directeur Général et des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2016 ;

- 2.2 : présentation du rapport des Commissaires aux Comptes ;
- 3. répartition des postes de directeurs centraux de la CEB
- 4. questions diverses.

La 165^{ième} réunion, le vendredi 15 décembre 2017 à Lomé, avec pour ordre du jour :

- 1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 164^è, réunion ;
- 2. étude et adoption du projet de budget de la CEB exercice 2018;
 - 2.1 : note de présentation du DG ;
 - 2.2 : discussions et adoption du budget.
- 3. questions diverses.

2.2 : Activités de l'équipe de direction

2.2.1 - Gestion des ressources humaines

L'effectif du personnel de la CEB au 31 décembre 2017 est de quatre cent soixante-treize (473) agents répartis par groupe socioprofessionnel, par fonction et par unité ainsi qu'il suit :

2.2.1.1 Effectif par groupe socioprofessionnel et par sexe :

N°	GROUPES/ SEXE	EFFECTIF	PART %
1	Cadres	63	13%
	- Hommes	55	11%
	- Femmes	8	2%
2	Maîtrises	178	38%
	- Hommes	147	31%
	- Femmes	31	7%
	Exécutions	232	49%
	- Hommes	216	46%
3	- Femmes	16	3%
TOTAL		473	100%

2.2.1.2 Effectif par fonction

N°	FONCTIONS	EFFECTIF	OBSERVATIONS
1	Directeurs Généraux	02	DG, DGA
2	Directeurs Centraux	06	DCGIS; DARH; DFC; DEPP; DT; DM
3	Conseillers	03	
4	Inspecteurs des Services T	04	
5	Directeurs Régionaux	04	DRB ; DRT ; DCN ; CFPP
6	Chefs de Services	30	
7	Chef de Divisions	32	
8	Chef de sections	38	

2.2.1.3 Effectif par Unité

N	UNITES	EFFECTIF	PART %	LOCALISATION
1	Siège de la CEB	146	31%	Lomé/Togo
2	Direction Régional Togo (DRT+CTL)	122	26%	Lomé/Togo
3	Direction Régional du Transport Bénin (DRB+ CTC)	138	29%	Cotonou/Bénin
4	Direction de la Centrale de Nangbéto (DCN)	52	11%	Nangbéto/Togo
5	Centre de Formation Professionnel et de Perfectionnement (CFPP)	15	3%	Abomey – Calavi/Bénin
	TOTAL	473	100%	

2.2.1.4 Mouvements du personnel

2.2.1.4.1 Les entrées

Les entrées sont relatives aux recrutements en vue de pallier l'insuffisance d'effectifs dans les diverses branches d'activités de la CEB. Elles concernent les Contrats à Durée Indéterminée (CDI) d'une part et les Contrats à Durée Déterminée (CDD) d'autre part. Ainsi, trente-cinq (35) agents ont été recrutés, toutes catégories confondues (Cf. Tableau ci-dessous).

► Les Contrats à Durée Indéterminée (CDI)

Un (01) agent de Maîtrise et (08) agents d'Exécution ont été engagés (cf. Tableau ci-dessous).

► Les Contrats à Durée Déterminée (CDD)

La CEB a recruté vingt-six (26) agents en CDD comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau des Entrées

N°	Groupe socio - professionnel	Effectif	Statut	Observations
1	Agent d'exécution	08	CDI	08 agents d'exécution
2	Agent de maîtrise	01	CDI	01 agent de Maîtrise
3	Agent d'exécution	26	CDD	
	TOTAL	35		35 recrutements au total

2.2.1.4.2 Les sorties

En 2017, la CEB a enregistré trois (03) décès, deux (02) détachés, huit (08) départs à la retraite.

2.2.1.4.3 Les sanctions

Au cours de l'année 2017 un (01) agent a écopé de sanction : une suspension de ses fonctions à compter du 13 septembre 2017 pour abandon de poste.

2.2.1.5 Renforcement des capacités

En vue d'atteindre un niveau de performance et d'efficacité dans la production et le transport de l'énergie électrique, la CEB a procédé à des formations au cours de l'année 2017.

Séminaires et formations

Comme en 2016, le plan de formation 2017 a été consacré prioritairement à la formation de groupe. Au total, 14 agents de maîtrise, 01 agents d'exécution et 25 agents cadre ont été formés.

Il faut noter que le renforcement des capacités en 2017 a été effectué à l'aide d'un plan de formation exécuté essentiellement sur fonds propres. Ainsi, en 2017 selon le plan de formation quarante agents ont été formés sur cinq (05) différents thèmes avec un budget de deux-cent millions (200 000 000) de FCFA comme celui de 2016. Toutefois, le montant des actions engagées n'est que de 28 805 965 FCFA soit un taux de réalisation de 14%. Les ratios de formation par catégorie socioprofessionnelle se présentent comme suit :

Groupe socioprofessionnel	Effectifs	Effectifs Formés en 2017	Part%
Cadres	63	25	39,68%
Agents de Maîtrise	178	14	7,87%
Agents d'Exécution	232	01	0,43%
TOTAL	473	40	8,46%

Au total, suivant les données ci-dessus, 8,46% du personnel ont bénéficié d'une formation en 2017. Le faible pourcentage de l'effectif formé en 2017 s'explique par la situation de trésorerie tendue que traverse la CEB.

2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie

L'énergie totale produite en 2017 au niveau Communautaire, s'est établie à 1 494,383 GWh dont 472,762 GWh par la CEB et 1 021,621 GWh toutes autres sources confondues.

Ainsi, l'ensemble de cette énergie provient des parcs de production de la CEB de la CEET, CGT, SBEE, CAI-AGGREKO-APR et de WACEM.

En matière d'autoproduction. Il faut remarquer que la production propre de la CEB a connu une hausse sensible passant de 229,588 GWh en 2016 à 472,762 GWh, soit un accroissement de **106%**.

Cette augmentation substantielle de la production propre de la CEB en 2017 est essentiellement imputable à la bonne pluviométrie dont a bénéficié l'aménagement hydroélectrique de Nangbéto et à la sollicitation continue des TAGS de Lomé et de Maria Gléta du fait de leur disponibilité opérationnelle et de la disponibilité du gaz.

2.2.2.1 Production de source hydraulique

La production de l'année 2017 à la Centrale Hydroélectrique de Nangbéto, s'élève à **206,795 GWh** contre **204,094 GWh** en 2016, soit une légère hausse de **1,32%** par rapport à l'année précédente.

Cette production 2017 de la centrale de Nangbéto occupe le 06^{ième} rang sur 31 années de production depuis la mise en service de la centrale.

La vidange et le remplissage de la digue (Côte en mètre sur mer) qui ont permis cette production en 2017 se présentent comme suit :

- Côte de la retenue au 1er Janvier 2017 à 0 h : 139,44
- Côte minimale atteinte le 23 Juillet 2017 à 00 h : 134,93
- Côte maximale atteinte le 29 Septembre 2017 à 00 h : 144,00
- Côte de la retenue le 31 Décembre 2017 à 24 h : 140,39

Le volume apport de l'année s'élève à **4 427,956 Mm³**. L'année hydrologique 2017 se classe au 05^{ième} rang sur les 31 années d'apports hydrologiques.

2.2.2.2 Production de sources thermiques

Les énergies totales produites par les centrales thermiques sont présentées comme suit :

Unité	Energie Produite (GWh) 2017	Energie Produite (GWh) 2016	Heure de marche (h)	Puissance Maximale (MW)
TAG - LOME	126,044	18,611	7 133,4	22,35
TAG - MAG	139,922	06,883	6 895,9	23,43

2.2.2.3 Consommation et coût des combustibles

Les TAGs ont tourné essentiellement au gaz au cours de l'année 2017.

Ainsi, la Production de la TAG de Lomé Port est de 126,044 GWh contre 18,611 GWh en 2016 pour une consommation de 1 957 321,122 MBTU de gaz, et celle de la TAG de Maria Gléta est de 139,922 GWh contre 06,883 GWh en 2016 pour une consommation de 2 108 351,809 MBTU de gaz.

Le montant de l'ensemble de l'approvisionnement en gaz des deux turbines est passé de 1 632,80 millions de FCFA en 2016 à 14 059,99 millions de FCFA en 2017 soit une augmentation de 761,10 % de la facture d'approvisionnement en gaz.

2.2.2.4 Production Clients

La production des clients en 2017 s'est sensiblement réduite pour s'établir à 114,431 GWh soit une baisse de 87 % par rapport à 2016. Elle se répartit respectivement comme suit :

CLIENT	ANNEE		Taux d'accroissement
	2016	2017	
SBEE	180,28	88,983	-51%
CEET	667,578	20,059	-97%
WACEM	13,267	5,389	-59%
TOTAL	861,125	114,431	-87%

2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie

2.2.3.1 Achats d'Energie

Les achats d'énergie en 2017, concernent uniquement les importations. L'énergie achetée est de **1 453,167 GWh** contre **1 693,899 GWh** en 2016, soit une baisse de 14,21%.

	EN QUANTITE (GWh)		
	2016	2017	Taux d'accroissement
VRA	192,637	213,516	10,84%
ECG	4,109	4,63	12,68%
CIE	221,903	73,003	-67,10%
TCN	1275,251	1162,02	-8,88%
TOTAL	1693,9	1453,169	-14,21%

Le montant total des achats s'élève à 69,161 milliards en 2017 contre 84,395 milliards de francs CFA en 2016 soit une diminution de 18 %.

2.2.3.2 Mouvements d'énergie

Le bilan des énergies et des puissances enregistrées sur le réseau de la CEB au cours de l'exercice 2017 se présente comme suit :

2.2.3.2.1 : Approvisionnement en énergie (offre)

Le bilan des énergies et des puissances enregistrées sur le réseau de la CEB au cours de l'exercice 2017 se présente comme suit :

Les sources d'approvisionnement ayant permis à la CEB de couvrir cette demande sont récapitulées dans le tableau ci-après :

SOURCES DE COUVERTURE DE LA DEMANDE 2017-2016 EN KWh

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT	2016		2017		Evolution 2016-2017
	kWh	%	kWh	%	
IMPORTATIONS					
ACHAT VRA	192 637 194	6,918%	213 515 513	7,244%	11%
ACHAT CIE (ABOBO)	221 902 730	7,969%	73 003 150	2,477%	-67%
ACHAT ECG	4 108 694	0,148%	4 628 751	0,157%	13%
ACHAT TCN	1 275 251 000	45,796%	1 162 019 942	39,423%	-9%
TOTAL ACHAT	1 693 899 618	60,831%	1 453 167 356	49,30%	-14%
SOURCES INTERNES CEB					
PROD.NANGBETO	204 094 000	7,329%	206 795 000	7,016%	1,32%
PROD.TAG-LPO	18 611 400	0,668%	126 044 400	4,276%	577,24%
PRD. TAG MARIA GLETA	6 883 000	0,247%	139 922 300	4,747%	1932,87%
TOTAL PROD.CEB	229 588 400	8,245%	472 761 700	16,04%	105,92%
SOURCE IPP					
PROD.CGT	642 122 640	23,060%	431 859 594	14,651%	-32,74%
PROD.APR-AGGREKO	125 791	0,005%	25 725 122	0,873%	20350,69%
ACHAT PARAS	0	0,000%	449 605 757	15,254%	
TOTAL PROD. IPP	642 248 431	23%	907 190 473	30,78%	41,25%
SOURCE INTERNES CLIENTS					
PROD. CEET	25 454 807	0,914%	20 058 956	0,681%	-21,20%
PROD.SBEE	180 154 684	6,470%	88 982 692	3,019%	-50,61%
PROD.WACEM	13 276 275	0,477%	5 389 250	0,183%	-59,41%
TOTAL INTERNES CLIENTS	861 134 197	54%	1 021 621 371	34,66%	18,64%
TOTAL RESEAU	2 784 622 215		2 947 550 427		5,85
ENERGIE NON VENDUE	128 051 481		170 437 597		33,1
ENERGIE NON VENDUE EN %	4,6		5,78		25,7

Au regard de ce tableau, en 2017 la demande a été satisfaite par :

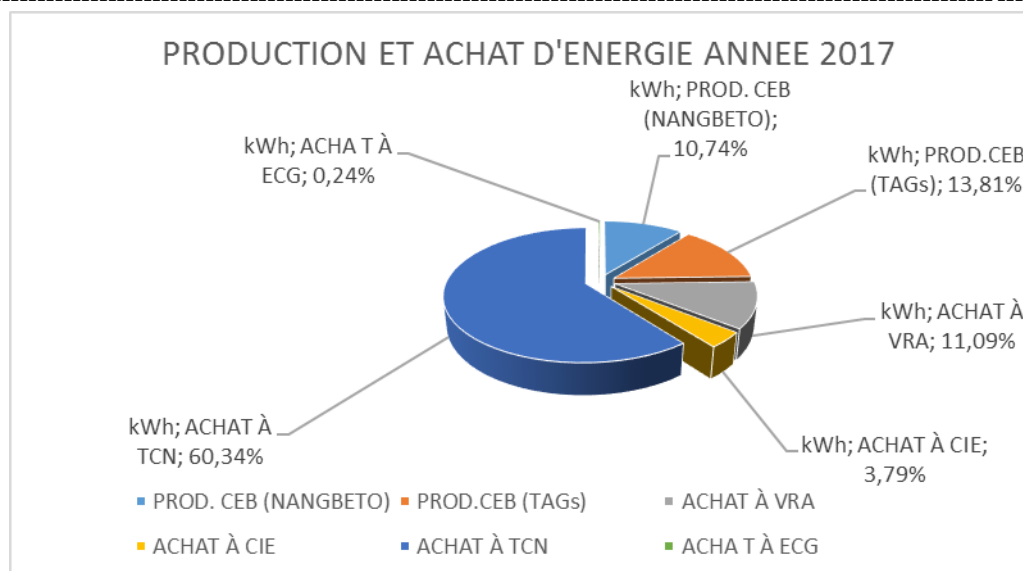
- **Les Sources Internes de Production :**

- **La CEB** : avec une production de 472,761 GWh en 2017, contre un niveau de production de 229,588 GWh en 2016 soit une augmentation de 105,92% essentiellement liée à une pluviométrie satisfaisante à Nangbéto et à aux TAGs qui ont été disponibles à plus de 99 % cette année.
- **Les clients** : les productions des clients internes à la CEB ont régressé en 2017 par rapport à 2016, respectivement, de 21% pour la CEET, 50,6% pour la SBEE, 59% pour WACEM et 33% pour la CGT. Ceci s'explique notamment par le fait que ces derniers ont privilégié prioritairement l'énergie fournie par la CEB et les productions propres qui viennent en appoint au niveau national.
- La production APR-AGGREKO a augmenté à plus de 20350% parce le gouvernement béninois a fait recourt à une location massive de groupe pour endiguer le délestage au Bénin dès sa prise de fonction. En effet, ce délestage était en partie dû à la perte par la CEB de la ligne Momé Hagou - Lomé Aflao et aux limitations de puissance imposées par la TCN pour cause de non-paiement des arriérés de factures d'énergie dues par la CEB.

- **Les Sources Externes d'Approvisionnement :**

- les importations d'énergie en 2017 se sont établies à 1 453,167 GWh contre 1 693,899 GWh en 2016 soit une baisse de 14,21%. Cette diminution relève essentiellement des limitations d'importation et des interruptions, venant de la VRA/GRIDCo et de la TCN.
- Les importations auprès de la CIE ont diminué de 67% passant de 221,902 GWh en 2016 à 73,003 GWh en 2017 du fait du coût de revient exorbitant du kWh de cette source.

De façon récapitulative la contribution effective de l'ensemble des sources de production et d'approvisionnement est reprise sur le diagramme ci-dessous :



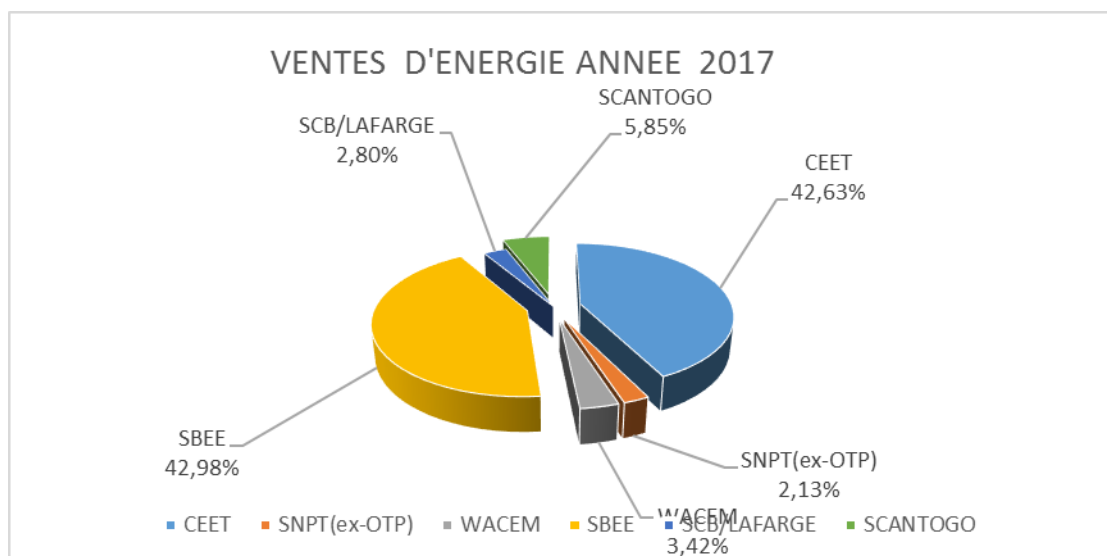
2.2.3.2 Ventes d'Énergie

En 2017, la vente totale d'énergie de la CEB à ses clients y compris la SONABEL au Burkina Fasso s'est établie à **1 755,492 GWh** contre **1791,327 GWh** en 2016 soit une baisse de **2 %**.

Le détail des ventes par client et par pays se présente comme suit :

Désignation	2016	2017	Taux d'accroissement
VENTE	kWh	kWh	
VENTE CEET	486 250 514	746 465 929	53,51
VENTE SNPT	48 359 000	40 316 000	-16,63
VENTE WACEM	69 817 000	59 933 000	-14,16
VENTE SCANTOGO	81 856 089	102 496 500	25,22
TOTAL VENTE TOGO	686 282 603	949 211 429	38,31
VENTE SBEE	1 048 707 809	752 545 117	-28,24
VENTE SCB/LF	52 771 937	49 092 025	-6,97
TOTAL VENTE BENIN	1 101 479 746	801 637 142	-27,22
TOTAL VENTE (BN+TG)	1 787 762 349	1 750 848 571	-2,06
VENTE SONABEL	3 565 494	4 642 889	30,22

De l'analyse du tableau ci-dessus il ressort globalement que l'énergie vendue au Togo a augmenté de 38,31% et celle vendue au Bénin a diminué de 27,22%. Notons que la baisse significative des ventes de 27,22% au Bénin est essentiellement imputable aux achats d'énergie de la SBEE auprès de PARAS ENERGY et de la production des locations de groupe auprès de CAI-APR-AGGREKO



2.2.3.2.3 Pertes d'énergie sur le Réseau

L'énergie non vendue par la CEB en 2017 en raison des pertes sur le transport et des consommations des auxiliaires est de **170,438 GWh** contre **127,603 GWh** en 2016. Cette énergie non vendue représente **5,78%** de l'énergie produite et achetée par la CEB.

2.2.3.2.4 Bilan des puissances enregistrées et facteur de charge

Les puissances maximales (moyennes quarts horaires) appelées sur les réseaux interconnectés en 2017 sont les suivantes :

CEB : 444,84 MW le mercredi 08 mars à 19h00

BENIN : 287,56 MW le lundi 20 novembre à 17h00

TOGO : 217,51 MW le mercredi 08 mars à 19h00

La demande totale d'énergie du réseau interconnecté est de **2 947,552 GWh**, tandis que la puissance maximale moyenne quart horaire appelée est de **444,84 MW**. La puissance moyenne correspondante à la demande totale d'énergie étant de **336,47 MW** pour un **facteur de charge de l'année 2017 de 75,63%** contre **73,34%** en 2016.

2.2.3.2.5 : Qualité du service fourni

La fourniture d'énergie électrique par la CEB en 2017 à ses clients a été fortement influencée par les contraintes ci-après :

- **La suspension de l'importation de la CIE et la limitation à 10 MW décidé par la VRA** : en effet la CEB à compter du mois de juin a suspendu ses importations en provenance de la CIE, pour cause du coût de revient élevé du kWh de ce fournisseur par rapport au prix de cession du kWh à nos clients. La VRA par contre a réduit ses fournitures au regard du niveau des impayés de la CEB. Cette situation a obligé la CEET, qui préfère l'énergie de la VRA à celle de la TCN, à solliciter par moment les groupes de Contour Global et sa centrale Sulzer ;
- **L'impossibilité de tirer plus de 200 MW de TCN pour tenir compte de la configuration du réseau** : le projet Onigbolo-Parakou-Sakété-Porto-Novo dans lequel le ripage de la ligne Onigbolo-Bohicon vers le nouveau poste d'Onigbolo doit être effectué a accusé un retard considérable. Cette situation n'a pas facilité la mise sous tension de certaines lignes au Bénin car les transformateurs de Vedoko étaient surchargés. Ce qui a obligé la SBEE à tourner ses centrales thermiques ;
- **La réduction de la puissance fournie par la CEB à ses clients** : les achats directs de 60 MW par la SBEE auprès de la PARAS ENERGY a engendré une baisse des capacités d'enlèvement de la puissance contractuelle de 200 MW dont dispose la CEB auprès de la TCN. Cette situation fait suite à la dérogation d'un an, à compter 1^{er} février 2017 par le Haut Conseil Interétatique.

Les contraintes ci-dessus ont impacté négativement la disponibilité de l'énergie pour la Communauté. Toutefois, le taux de disponibilité des unités de production propres de la CEB au cours de cette année est satisfaisant. La Centrale hydroélectrique de Nangbéto a enregistré une bonne pluviométrie et les turbines à gaz de Lomé et de Maria Gléta ont eu une disponibilité de plus de 98% sur le réseau.

2.2.3.2.5.1 Déclenchements

Les interruptions internes sur le réseau électrique de la Communauté constituent les déclenchements et sont au nombre de trente-six (36) au titre de l'exercice 2017.

2.2.3.2.5.2 Incidents

Les fournitures VRA/GRIDCo et TCN ont connu des interruptions dont le nombre est supérieur à celui de 2016. Dans le système électrique communautaire, les interruptions de fourniture ont légèrement baissé sans toutefois dégrader la qualité du service offert. Le nombre est passé 2 317 en 2016 à 2 051 en 2017 soit une diminution de 11,48%.

Les incidents relevés en 2017 ont essentiellement pour origine les faits ci-après :

- mauvaises conditions atmosphérique ;
- défauts sur les équipements ;
- le manque de matériels.

2.2.3.3 Maintenance des équipements

La maintenance préventive du système informatique du Dispatching n'a pas été faite au cours de l'année 2017 car les équipements sont toujours sous garantie, donc sous la responsabilité d'ALSTOM et n'ont pas encore été libérés pour l'équipe de maintenance. ALSTOM, qui a promis un contrat de maintenance, a été relancé.

2.2.4 Gestion des projets

Les activités relatives à la mise en œuvre des projets répertoriés au titre du budget exercice 2017, se présentent sommairement comme suit :

- la levée des différentes réserves formulées lors de la réception des travaux de **modernisation et extension du dispatching** de la CEB ;
- la poursuite des prestations de l'ingénieur conseil constitué par le groupement EDF/ISL Ingénierie, en charge de l'élaboration du DAO et de la supervision des travaux de **réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto** ;
- la poursuite des travaux de construction de **la ligne 161 kV Onigbolo-Parakou et Sakété Porto-Novo** avec la mise en service des nouveaux postes de Tanzoun et d'Onigbolo, ripages de toutes les lignes HT et MT vers le nouveau poste d'Onigbolo, ainsi que les extensions de travées dans les Postes de Gbégamey, Ouando et Sakété.
- la mise en œuvre du PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) et du PAR (Plan d'Action de Réinstallation) s'est aussi poursuivie ;
- la poursuite des activités de finalisation de la préparation du démarrage des travaux de construction du barrage d'Adjarala notamment la prospection géologique, la construction de la voie d'accès au chantier et des voies au milieu des chantiers par l'entreprise SINOHYDRO ainsi que la construction et la mise en place des citées de l'entrepreneur et des employés locaux, le système de concassage, des centrales à béton et des laboratoires. Sur instructions des Etats, la CEB a demandé à SINOHYDRO par courrier n°0925/CEB/DG/DED/SESC/DK/dl/2017 du 30 juin 2017, la suspension de tous les travaux pour cause de la non réalisation de toutes les conditions du premier décaissement du prêt Exim Bank Chine ainsi que la mobilisation du financement de l'Ingénieur Conseil. L'année 2017 a connu aussi la soumission des rapports définitifs des études environnementales et sociales des différentes lignes d'évacuation aux agences environnementales pour la délivrance des Certificats ;
- la levée des réserves formulées pendant la réception des travaux de **réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo et postes associés** suivi de la réception définitive. Des campagnes d'information, d'éducation et de communication en direction des personnes qui exercent des activités dans l'emprise de la ligne ont été mises en œuvre ;

- la poursuite des travaux du projet de **construction de ligne interconnexion 330 kV Volta-Davié-Sakété** et mise en œuvre du PGES et du PAR ;
- la poursuite des travaux de construction de **la ligne 161 kV Bembèrèkè-Kandi-Malanville** et des postes associés d'une part, ainsi que la mise en œuvre du PGES et du PAR d'autre part ;
- la poursuite du projet de mise en place d'un système informatisé de planification et de suivi évaluation des projets de la CEB ;
- le suivi de l'actualisation de l'étude de faisabilité et la préparation des documents d'Appel d'Offres de l'interconnexion dorsale nord 330 kV Nigeria-Niger-Togo/Bénin-Burkina Faso ;
- la poursuite de certaines composantes **des projets de renforcement et de sécurisation du réseau électrique** de la CEB notamment l'extension du poste de Lomé Port pour alimenter Lomé Container Terminal (LCT), le raccordement de l'usine de Scantogo au réseau de la CEB, les travaux de raccordement de l'usine de NOCIBE au réseau de la CEB avec la mise sous tension de la ligne ;
- la poursuite des prestations de mise à jour de l'avant-projet détaillé, l'allotissement du projet et les Dossiers d'Appel d'Offres du **projet de l'interconnexion 161 kV Kara - Mango - Dapaong - Mandouri et postes associés** par le Consultant WAPCOS sous le financement d'Exim Bank Inde ainsi que le processus de recrutement de l'ingénieur conseil sous le financement BID ;
- le démarrage de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) ainsi que les études d'ingénierie du **projet d'interconnexion 161 kV Natitingou-Porga-Dapaong** ;
- la levée des réserves formulées au cours de la réception des travaux de protection par enrochement des parements amonts des digues latérales du barrage de Nangbéto ;
- la levée des réserves formulées lors de la réception des travaux de construction d'un bâtiment administratif abritant le service de la production thermique de Lomé (SPTL) ;
- le démarrage de l'étude du tracé et d'impact environnemental et social (EIES) ainsi que les études d'ingénierie du projet de renforcement de l'interconnexion Nigéria - Bénin en 330 kV.

FICHES D'ETAT DE QUELQUES PROJETS AU 31 DECEMBRE 2017

- Projet d'Aménagement hydroélectrique d'Adjarala

Objectif du projet

L'aménagement hydroélectrique d'Adjarala est un projet à buts multiples. Le barrage sera construit sur le fleuve Mono à 97 km à l'aval de Nangbéto. L'intérêt du projet sur le plan énergétique est la mise en valeur du potentiel hydroélectrique Mono commun aux deux pays, l'amélioration du plan de tension et de la capacité de reprise du réseau de transport 161 kV ainsi que l'amélioration de l'autonomie énergétique des deux pays. Le projet permettra également une production halieutique évaluée à 800 tonnes par an.



SITE DU BARRAGE D'ADJARALA

Informations générales

- | | |
|-----------------------------------|--|
| - Début des études du projet : | 1989 |
| - Etudes : | Coyne & Bellier, EDF, Tractebel Engineering |
| - Financement des études : | Banque Mondiale et CEB |
| - Coût du projet : | 265,814 GF CFA dont 46,798 de coût environnemental |
| - Constructeur : | SYNOHYDRO, Chine sous contrat FIDIC |
| - Coût de Maîtrise d'ouvrage : | 05 GF CFA estimés |
| - Financement des travaux : | EXIMBANK de Chine et Gouvernement de Chine |
| - Ingénieur Conseil : | En cours de sélection |
| - Frais d'Ingénieur Conseil : | 12 GF CFA estimés |
| - Délai d'exécution des travaux : | 50 mois |

Etat d'avancement

Depuis le 30 juin 2017, la CEB a demandé la suspension des travaux sur ledit site de l'aménagement jusqu'à nouvel ordre, en attendant la réalisation de toutes les conditions du premier décaissement et le recrutement de l'Ingénieur Conseil.

- **Projet de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto**

Objectif du projet

L'objectif général de la réhabilitation du barrage vise à : (i) accroître l'efficacité des ouvrages ; (ii) accroître la disponibilité et la fiabilité des équipements ; (iii) augmenter la capacité de l'aménagement ; et (iv) élaborer un plan de Gestion Environnemental et Social, intégrant le Plan d'Alerte d'Urgence.

Informations générales

- Etudes de Faisabilité :	Coyne & Bellier, juillet 2008
- Préparation du projet :	EDF/ISL, juillet 2016
- Financement des études :	
Financement des études de Faisabilité :	Banque Mondiale et CEB
Financement DAO et travaux :	KfW et CEB
- Coût du projet :	estimé à 24,1 millions Euros
- Constructeur :	En cours de sélection
- Coût de Maîtrise d'ouvrage :	au moins 3,05 millions d'Euro
- Financement des travaux :	KfW et CEB
- Ingénieur Conseil :	Groupe EDF/ISL Ingénierie
- Frais d'Ingénieur Conseil :	2 614 035 Euro
- Délai d'exécution des travaux :	5 ans



BARRAGE HYDROELECTRIQUE DE NANGBETO

Etat d'avancement

Le processus de pré-qualification a été achevé par : (i) l'obtention de l'Avis de Non Objection (ANO) de la KfW sur le rapport d'évaluation et (ii) l'approbation du DAO par la CEB et obtention de l'ANO de la KfW

- **Projet de réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo et postes associés**

Objectif du projet

L'objectif du projet est le prolongement d'au moins 20 ans de la durée de vie de ces lignes construites il y a plus de 30 ans

Informations générales

- Début des études du projet : 2004
- Etudes : EDF
- Financement des études : BOAD & BEI
- Coût du projet : 10 544 607 923 FCFA dont 78 782 700 FCFA de coût environnemental (Révision de l'audit environnemental et du plan de réinstallation, Compensation des cultures détruites par les travaux et Sensibilisation des riverains sur les risques de danger dans l'occupation des emprises de lignes hautes tensions électriques)
- Constructeur : INEO

- Financement des travaux : BEI & CEB
- Ingénieur Conseil : INTEC
- Frais d'Ingénieur Conseil : 468 661 159 FCFA
- Délai d'exécution des travaux : 18 mois

Etat d'avancement :

Travaux achevés à 100%

Projet de construction de ligne interconnexion 330 kV Volta-Davié-Sakété

Objectif du projet :

Interconnecter, de l'Ouest vers l'Est, les réseaux électriques du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria avec une ligne de transport électrique 330kV, et synchroniser les fréquences du réseau dans ces quatre pays.

Informations générales

- Début des études du projet : 2005
- Etudes : SNC LAVALIN
- Financement des études : BAD, BOAD
- Coût du projet : 37 230 978 868 FCFA
- Constructeurs : Consortium SAE/TLL, INEO et SIEMENS
- Coût de Maîtrise d'ouvrage : 10 125 466 500 FCFA
- Financement des travaux : Fond Africaine de Développement Groupe Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, BOAD, Banque Mondiale et CEB
- Ingénieur Conseil : Groupement Cabira/SGS
- Frais d'Ingénieur Conseil : 1 583 360 037 FCFA
- Délai d'exécution des travaux : 18 mois à 30 mois

Etat d'avancement :

- Ligne 330 kV au Bénin : 76,00%
- Extension du poste 330 kV de Sakété : 97,00%
- Ligne 330 kV au Togo : 87,10%
- Poste 330/161/20 kV à Davié au Togo : 97,62%
- Ligne de raccordement 161 kV au Togo : 58,60%
- Poste 161/20 kV à Légbassito au Togo : 97,26%
- Poste 330/161/20 kV à Davié au Togo _ Option A 97,80%

Projet de construction de ligne 161 kV Bembèrèkè- Kandi-Malanville

Objectif du projet

Renforcer le réseau 161 kV de transport d'énergie électrique dans l'Alibori et le Borgou pour devenir un espace de développement durable et inclusif, de dynamisme économique.

Informations générales

- Début des études du projet :	Août 2015
- Etudes :	Groupe CABIRA /STUCKY
- Financement des études :	UEMOA/FDE
- Coût du projet :	29 700 000 000 F CFA
- Constructeur :	INEO, EETD, MRI/CHINT
- Coût de Maîtrise d'ouvrage :	1 622 000 000 FCFA
- Financement des travaux :	UEMOA/FDE, BOAD
- Ingénieur Conseil :	Groupe CABIRA/ STUCKY
- Frais d'Ingénieur Conseil :	285 490 000 FCFA
- Délai d'exécution des travaux :	24 mois

Etat d'avancement

L'exécution physique se présente globalement comme suit : au niveau des travaux de ligne 95% pour une exécution de 35% des postes.

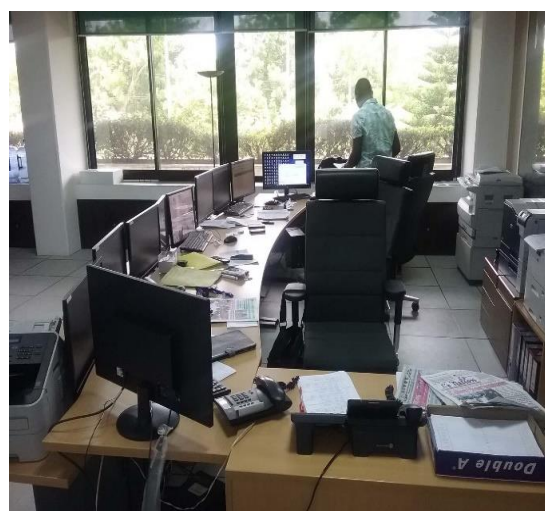
Projet de modernisation et d'extension du dispatching

Objectif du projet

L'objectif de ce projet est de mettre le dispatching de la CEB à niveau du point de vue de la technologie, d'étendre son champ d'action à l'ensemble de son réseau en prenant en compte les exigences du marché de l'électricité du Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain.

Informations générales

- Début des études du projet :	janvier 2009
- Etudes :	EDF-CIST
- Financement des études :	Banque Mondiale
- Coût du projet :	7 446 338 648 FCFA
- Constructeur :	groupe ALSTOM/INEO
- Coût de Maîtrise d'ouvrage :	213 564 912 FCFA
- Financement des travaux :	Banque Mondiale
- Ingénieur Conseil :	EDF-CIST
- Frais d'Ingénieur Conseil :	735 101 688 FCFA
- Délai d'exécution des travaux :	48 mois



NOUVEAU DISPATCHING DE LA CEB

Etat d'avancement

Travaux achevés à 100%. La levée des différentes réserves formulées lors de la réception des travaux est en cours.

Projet de Construction des lignes 161 kV Onigbolo-Parakou/Sakété-Tanzoun et Postes Associés.

Objectif du Projet

L'alimentation du Nord Bénin est actuellement effectuée par un réseau en antenne partant du Poste d'Atakpamé en passant par le Poste de Kara au Togo. Cette configuration en antenne rend le réseau très vulnérable aux perturbations et oblige les distributeurs à conserver leurs installations de production en réserve froide ou tournante pour les cas de défaut ou de maintenance sur la ligne. Il faut évacuer l'énergie en provenance du Nigéria vers le nord Bénin et le nord Togo en sécurisant l'alimentation du Nord Bénin et du Nord Togo, alimenter la ville de Porto-Novo et environs, la zone franche industrielle de Sèmè et décharger le Poste de Cotonou Vèdoko.

Informations générales

- Début des études du projet : août 2008
- Etudes : EDF (CIST)
- Financement des études : Banque Mondiale
- Coût du projet : 64 millions d'Euros
- Constructeur : COBRA Instalaciones y Servicios (Espagne) ; SAE-TLL ex SAE-GAMMON (Italie-Inde)

- Coût de Maîtrise d'Ouvrage : 5 611 290 203 CFA
- Financement des travaux : BEI (32 millions d'Euros) ; BM (18 millions d'Euros) ; KfW (14 millions d'Euros)
- Ingénieur Conseil : EDF (CIST)
- Frais d'Ingénieur Conseil : 446 710 Euros au 31 août 2018.
- Délai d'exécution des travaux : varie en fonction du lot

Etat d'avancement

Les certificats de réception opérationnelle ont été délivrés aux constructeurs sur tous les lots dont ils sont adjudicataires exceptés le Poste de Tanzoun (installation des caillebotis restants dans la zone 63 kV) et la double ligne 161 kV Onigbolo-Parakou en cours de construction.

Projet de l'interconnexion 161 kV Kara-Mango-Mandouri et postes associés

Objectif du projet

- Sécuriser la fourniture de l'électricité dans les localités des régions traversées ;
- Assurer à terme le bouclage du réseau interconnecté de la CEB dans le nord et du réseau interconnecté via le nord du Ghana pour permettre ainsi de sécuriser l'approvisionnement de toutes les localités desservies

Informations générales

- Début des études du projet : 2011
- Etudes : SNC LAVALIN, WAPCOS
- Financement des études : Fond propre CEB et EXIM BANK INDE
- Coût du projet : USD **60,3** million et 2 milliards de F CFA
- Constructeur : En cours de sélection
- Coût de Maîtrise d'ouvrage : 2 milliards de F CFA estimé
- Financement des travaux : EXIM BANK INDE
- Ingénieur Conseil : Non sélectionné
- Frais d'Ingénieur Conseil : 1 080 000 000 FCFA estimé
- Délai d'exécution des travaux : 24 mois

Etat d'avancement

Validation de l'APD et du DAO en cours.

Projet d'interconnexion 161 kV Natitingou-Porga-Dapaong

Objectif du projet

- Sécuriser la fourniture de l'électricité dans les localités des régions traversées ;
- Assurer à terme le bouclage du réseau interconnecté dans le nord et permettre ainsi de sécuriser l'approvisionnement de toutes les localités desservies.

Informations générales

- Début des études du projet : juillet 2017
- Etudes : TRACTEBEL
- Financement des études : Banque Mondiale
- Coût estimatif du projet : 23 191 012 761 FCFA
- Financement des travaux : recherche en cours

Etat d'avancement

Validation de l'APD et du DAO en cours.

Projet de renforcement et de sécurisation du réseau électrique de la CEB

- Alimentation en énergie électrique Lomé Container Terminal (LCT) et de l'usine de clincker de SCANTOGO

Objectif du projet

L'objectif de ce projet est d'assurer et de sécuriser la continuité de la fourniture de l'énergie électrique de LCT et de SCANTOGO par une augmentation de la capacité de transformation d'énergie dans les postes de Lomé Port et de Momé Hagou et la construction d'une ligne 63 kV reliant le poste Momé Hagou au poste électrique de SCANTOGO.

Informations générales

- Début des études du projet : 2012
- Etudes : CEB
- Coût du projet : 4 696 077 604 FCFA
- Constructeur : INEO Energie Export & SKIPPER/ETA
- Financement des travaux : CEB
- Délai d'exécution des travaux : 18 mois

Etat d'avancement

Travaux achevés et les réserves sont en train d'être levées.

- Alimentation en énergie électrique de la nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE)

Objectif du projet

Le projet a pour objectif d'assurer et de sécuriser la continuité de la fourniture de l'énergie électrique de NOCIBE par une augmentation de la capacité de transformation d'énergie dans le poste d'Onigbolo et construction d'une ligne 63 kV longue de 15,5 km reliant le poste d'Onigbolo au poste électrique de NOCIBE.

Informations générales

- Début des études du projet : 2012
- Etudes : CEB
- Coût du projet : 2 778 738 336
- Constructeur : INEO Energie Export & COBRA
- Financement des travaux : CEB
- Délai d'exécution des travaux : 18 mois

Etat d'avancement

Travaux achevés à 100%

3 ETATS FINANCIERS

3-1 Bilan-Actif

3-2 Bilan-Passif

3-3 Compte de résultat

3-4 Tableau Financier des Ressources et Emplois (**TAFIRE**)

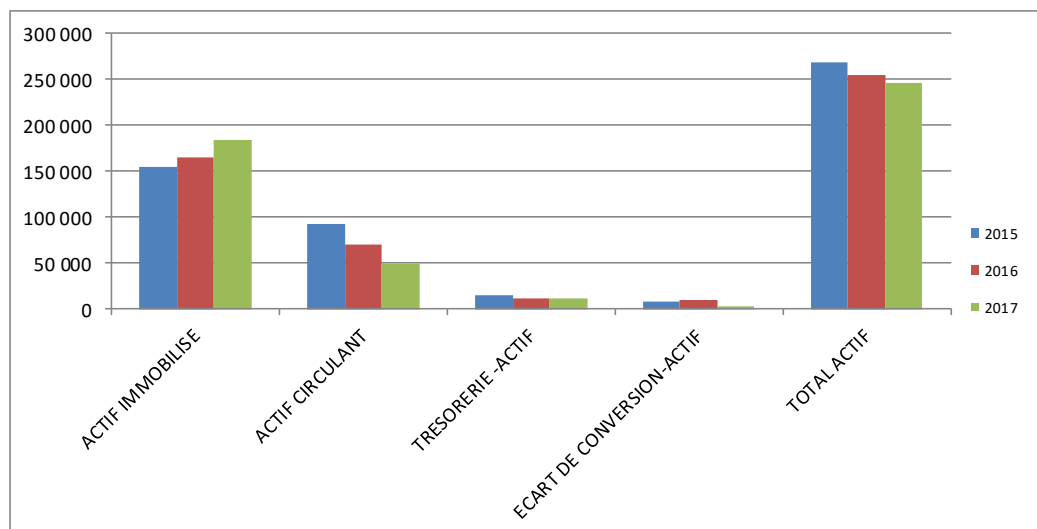
3-5 Notes et Commentaires aux Etats Financiers

3.1 BILAN – ACTIF

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 ACTIF (Montants exprimés en FCFA)			
LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2017	SOLDE AU 31/12/2016
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
CHARGES IMMOBILISEES			
Frais d'établissement et charges à répartir	2	7 432 900 707	10 655 691 461
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Brut		955 728 646	955 728 646
Amortissements		-939 625 955	-914 900 783
Net	2	16 102 691	40 827 863
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Brut		251 590 338 496	245 674 695 979
Amortissements		-148 350 153 188	-140 990 803 245
Net	2	103 240 185 308	104 683 892 734
Avances et acomptes versés sur immobilisation	2	72 423 689 659	49 987 733 824
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres de participation		0	0
Autres immobilisations financières		184 083 254	184 083 254
	2	184 083 254	184 083 254
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)		183 296 961 619	165 552 229 136
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
Actif circulant HAO		0	0
STOCKS			
Matières premières et autres approvisionnements		4 836 724 007	4 618 773 230
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES			
Fournisseurs, avances et acomptes versés		3 639 013 129	4 670 936 710
Clients		37 531 993 350	57 087 851 538
Autres créances		3 801 345 189	3 163 891 036
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3	49 809 075 675	69 541 452 514
Titres de placement		0	0
Valeur à encaisser		0	0
Banques, Chèques postaux, Caisses		10 833 940 317	11 160 083 852
		0	
TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	4	10 833 940 317	11 160 083 852
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (IV)	5	2 802 453 569	9 281 746 571
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV)		246 742 431 180	255 535 512 073

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-ACTIF DE 2015 A 2017
(en millions)

	2015	2016	2017
ACTIF IMMOBILISE	154 000	165 552	183 297
ACTIF CIRCULANT	92 296	69 541	49 809
TRESORERIE -ACTIF	15 145	11 160	10 834
ECART DE CONVERSION-ACTIF	7 538	9 282	2 802
TOTAL ACTIF	268 979	255 536	246 742

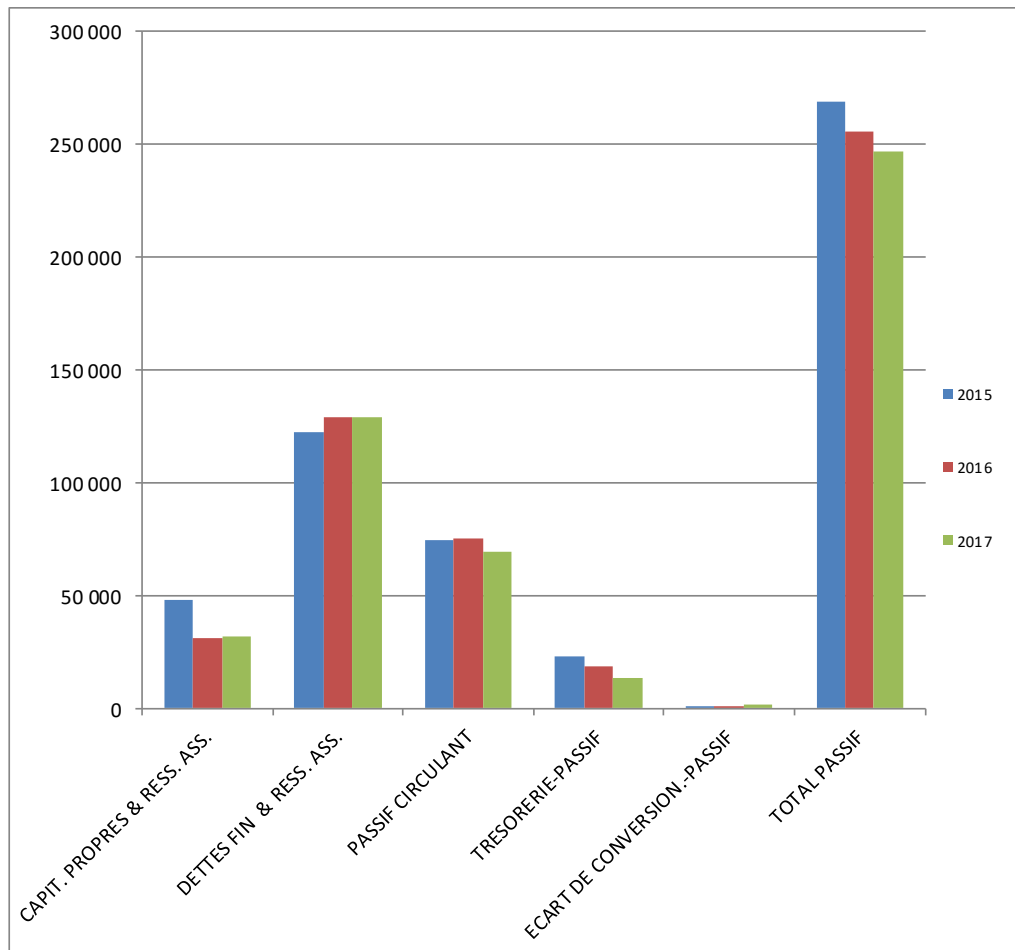


3.2 BILAN - PASSIF

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 PASSIF (Montants exprimés en FCFA)			
LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2017	SOLDE AU 31/12/2016
<u>CAPITAUX PROPRES ET RESS . ASSIMILEES</u>			
<u>CAPITAL</u>		26 350 000 000	26 350 000 000
<u>PRIMES ET RESERVES</u>			
Ecart de réévaluation		2 475 000	2 475 000
Report à nouveau		-19 423 863 988	-868 464 174
Résultat net de l'exercice		-2 795 832 338	-18 555 399 814
<u>AUTRES CAPITAUX PROPRES</u>			
Subvention d'investissement		23 464 795 435	19 749 761 600
Provisions réglementées et fonds assimilés		4 612 843 907	4 882 330 207
Total autres capitaux propres		28 077 639 342	24 632 091 807
TOTAL CAPITAUX PROPRES & RESS.ASSIM (I)	6	32 210 418 016	31 560 702 819
DETTES FINANCIERES ET RESS. ASSIMILEES			
Emprunts		104 693 244 099	105 871 025 045
Dettes financières diverses		3 165 597 395	3 158 611 125
Provisions financières pour risques et charges		21 593 294 387	20 323 354 320
TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESS. ASS. (II)	7	129 452 135 881	129 352 990 490
TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)		161 662 553 897	160 913 693 309
<u>PASSIF CIRCULANT</u>			
Clients avances reçues		4 862 241 023	0
Dettes circulantes et ressources assimilées HAO		677 009 666	612 960 773
Fournisseurs d'exploitation		54 994 164 603	66 718 392 032
Dettes fiscales		33 385 022	7 628 667
Dettes sociales		1 517 754 540	1 608 580 553
Autres dettes		7 083 381 495	3 758 867 409
Risques provisionnés		400 181 737	2 870 924 492
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	8	69 568 118 086	75 577 353 926
<u>TRESORERIE- PASSIF</u>			
Banques crédits trésorerie		3 500 000 000	11 800 000 000
Banques et découverts		10 231 585 172	7 139 429 247
TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	9	13 731 585 172	18 939 429 247
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	10	1 780 174 025	105 035 591
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV +V)		246 742 431 180	255 535 512 073

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-PASSIF DE 2015 A 2017
(en millions)

	2015	2016	2017
CAPIT. PROPRES & RESS. ASS.	48 525	31 561	32 210
DETTES FIN & RESS. ASS.	122 192	129 353	129 452
PASSIF CIRCULANT	74 828	75 577	69 568
TRESORERIE-PASSIF	23 334	18 939	13 732
ECART DE CONVERSION.-PASSIF	99	105	1 780
TOTAL PASSIF	268 979	255 536	246 742



3.3 : COMPTE DE RESULTAT

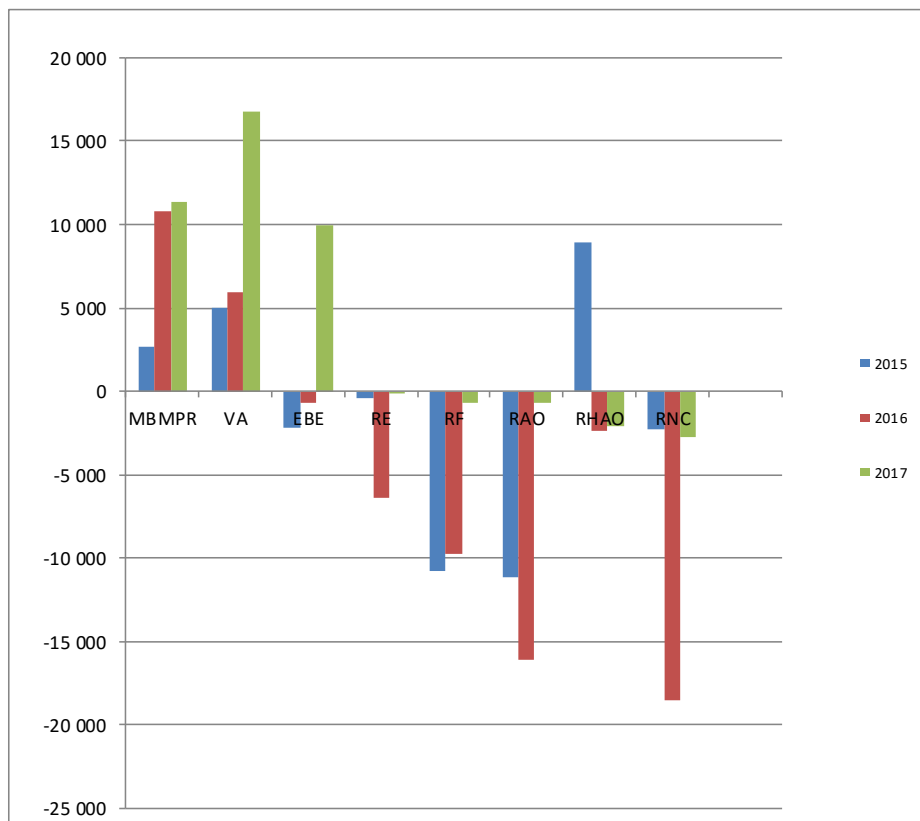
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017

(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2017	SOLDE AU 31/12/2016
ACTIVITE D'EXPLOITATION			
Vente d'énergie	11	78 166 947 861	93 158 776 814
Achat d'énergie	13	-69 160 713 307	-84 395 310 951
MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		9 006 234 554	8 763 465 863
Production vendue	11	25 430 188 880	12 587 861 985
Production immobilisée		0	0
Achat de matières premières	12	-14 059 988 863	-1 632 799 100
Variation de stocks	12	-26 752 807	-159 214 841
MARGE SUR MATIERES PREMIERES		11 343 447 210	10 795 848 044
Produits accessoires	11	76 011 763	280 723 273
Subvention d'exploitation		0	0
Autres produits		2 644 271 425	103 541 874
Autres achats	12	-2 050 124 182	-1 831 062 069
Variation de stocks	12	244 614 446	194 672 686
Transport	12	-56 104 313	-64 418 751
Services extérieurs	12	-4 140 533 775	-9 096 072 154
Impot et taxes	12	-8 477 718	-7 658 996
Autres charges	12	-275 594 694	-3 179 629 745
VALEUR AJOUTEE		16 783 744 716	5 959 410 025
Charges de personnel	12	-6 818 793 371	-6 684 347 836
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		9 964 951 345	-724 937 811
Dotations aux amortissements et aux provisions	12	-10 809 629 192	-11 099 972 083
Transferts de charges	13	832 743 830	5 404 361 717
Reprise de provision		525 658	2 525 523
RESULTAT D'EXPLOITATION		-11 408 359	-6 418 022 654
ACTIVITE FINANCIERE			
Revenus financiers	14	269 792 811	259 003 395
Gains de change	14	4 556 737 654	1 087 671 263
Reprises de provisions		1 401 047 049	0
Transfert de charges		0	0
Frais financiers	15	-5 291 489 185	-6 877 292 288
Pertes de change	15	-1 630 858 422	-3 655 288 201
Dotations aux amortissements et aux provisions	15	0	-533 633 981
RESULTAT FINANCIER		-694 770 093	-9 719 539 812
RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES		-706 178 452	-16 137 562 466
HORS ACTIVITES ORDINAIRES			
Produits des cessions d'immobilisations	16	24 345 220	11 956 219
Produits H.A.O		0	0
Reprise H.A.O	17	380 564 770	380 564 764
Transfert H.A.O.		0	0
Valeurs comptables des cessions d'immobilisation		-20 039 750	-9 858 766
Charges H.A.O		0	
Dotations H.A.O		-2 474 524 126	-2 800 499 565
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES		-2 089 653 886	-2 417 837 348
RESULTAT NET COMPTABLE		-2 795 832 338	-18 555 399 814

EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DE 2015 A 2017
(en millions de francs cfa)

	2015	2016	2017
MBM	20 688	8 763	9 006
MBMPR	2 677	10 796	11 343
VA	5 037	5 959	16 784
EBE	-2 232	-725	9 965
RE	-450	-6 418	-11
RF	-10 747	-9 720	-695
RAO	-11 197	-16 138	-706
RHAO	8 900	-2 418	-2 090
RNC	-2 297	-18 555	-2 796



MBM : MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES
MBMPR : MARGE BRUTE SUR MATIERES PREMIERES
VA : VALEUR AJOUTEE
EBE : EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION
RE : RESULTAT D'EXPLOITATION
RAO : RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES
RHAO : RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES
RNC : RESULTAT NET COMPTABLE
RF : RESULTAT FINANCIER

3.4: TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE) SYSTEME NORMAL

1ère PARTIE: DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 2017

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	5 291 489 185	EBE	9 964 951 345
(SC) Perte de change	1 630 858 422	(TT) Transferts des charges d'exploitation	832 743 830
(SL) Charges H.A.O.	0	(UA) Revenus financiers	269 792 811
(SQ) Participation	0	(UE) Transfert des charges financières	0
		(UC) Gains de change	4 556 737 654
		(UL) Produits H.A.O.	0
		(UN) Transferts de charges H.A.O	0
TOTAL I	6 922 347 607	TOTAL II	15 624 225 640

C.A.F.G.: Total II - Total I = 8 701 878 033 2016 = **-4 506 481 827**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice⁽¹⁾

AF = 8 701 878 033 - 0 8 701 878 033 2016 = **-4 506 481 827**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var . B.F.E. = Stocks⁽²⁾ + Créances⁽²⁾ + Var.Dettes circulantes⁽²⁾

Variation des stocks: 2017- 2016	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières et autres appro	217 950 777	ou	
(BE) En cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	
(A) variation globale nette des stocks	217 950 777	ou	0

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(suite)

Variation des créances: 2017 - 2016	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	1 031 923 581
(BI) Clients		ou	19 555 858 188
(BJ) Autres créances		ou	5 841 838 849
(B) Variation globale nette des créances		ou	26 429 620 618

Variation des dettes: 2017 - 2016	Emplois Diminution (-)		Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues		ou	4 862 241 023
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	11 724 227 429	ou	
(DK) Dettes fiscales		ou	25 756 355
(DL) Dettes sociales	90 826 013	ou	
(DM) Autres dettes		ou	4 999 652 520
(DN) Risques provisionnés	2 470 742 755	ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	4 398 146 299	ou	

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou	21 813 523 542
--	--	-----------	-----------------------

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = E.B.E. - Variation B.F.E. - Production immobilisée

	2017	2016
Excédent brut d'exploitation	9 964 951 345	-724 937 811
Variation du BFE(- si emplois; + si ressource)	21 813 523 542	24 428 598 214
(+ ou -)		
- Production immobilisée	0	
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	31 778 474 887	23 703 660 403

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

2ème PARTIE : TABLEAU

Rct,		EXERCICE 2017		EXERCICE 2016
		Emplois	Ressources	(E - ; R+)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	0		-4 926 595 956
	Croissance interne			
FB	Acquisition / Cessions d'immobilisations incorporelles	0		0
FC	Acquisition / Cessions d'immobilisations corporelles	28 377 412 777	24 345 220	-17 586 294 618
	Croissance externe			
FD	Acquisition / Cessions d'immobilisations financières	0		0
	INVESTISSEMENT TOTAL	28 353 067 557		-22 512 890 574
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf, Supra: BFE)	0	21 813 523 542	24 428 598 214
	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER	6 539 544 015		1 915 707 640
FI	III. EMPLOIS/ RESSOURCES (VARIATION DU B.F H.A.O.)		64 048 893	-2 662 033 854
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
	Remboursement (selon échéancier) des emprunts et dettes financières	21 205 823 226		-7 775 514 547
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipé portés en VII			
	B- EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	27 681 318 348		-8 521 840 761

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(Suite)				
Réf.		EXERCICE 2017		EXERCICE 2016
		Emplois	Ressources	(E - ; R+)
	V FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividende (emplois)/ CAFG (ressources)		8 701 878 033	-4 506 481 925
	VI, FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
RM	Augmentations de capital par apports nouveaux			0
RN	Subvention d'investissement		3 826 112 305	1 971 247 832
FP	Prélèvement sur le capital (y compris retrait de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunt ⁽²⁾		20 028 042 280	11 459 887 315
FR	Autres dettes financières ⁽²⁾		6 986 270	6 986 270
	(2) Remboursement anticipés inscrits séparément en emplois			
	C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		32 563 018 888	8 931 639 492
	D. EXCEDENT OU INSUFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)		4 881 700 540	409 798 731
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice: - 2 897 644 855			
FV	à l'ouverture de l'exercice: - 7 779 345 395			
	Variation Trésorerie: -4 881 700 540	4 881 700 540		-409 798 731
	(+ si Emplois; - si Ressources)			
	Contrôle: D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, VI, VII : en terme de flux; différence <Bilantielles>

Contrôle (à partir des masses des bilans 2017 et 2016)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : Fd.R (2017) - FdR (2016)	16 995 871 895	
Variation du B.F global (B.F.G). : BFG (2017) - BFG (2016)		21 877 572 435
Variation de la trésorerie (T) : T(2017) - T(2016)	4 881 700 540	
TOTAL	21 877 572 435	21 877 572 435

3.5 : NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS

1. RESUME DES METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers au 31 décembre 2017 ont été élaborés selon les règles de la comptabilité privée et sont présentés suivant le référentiel du Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA).

Le système comptable adopté est le système normal.

Les méthodes et principes comptables utilisés se présentent comme suit :

1.1 Charges immobilisées

Il s'agit des charges à caractère général qui ont une incidence sur le résultat. Les charges immobilisées subissent un amortissement direct (sans contrepartie de compte d'amortissement) suivant la méthode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans au maximum.

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles sont constituées de logiciels, de frais d'études et de recherches et sont amorties suivant la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Logiciels	20 % et 33 %
Frais de recherche et développement	33 %

1.3 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique et sont amorties suivant la méthode linéaire basée sur leur durée de vie probable.

Les taux appliqués sont les suivants :

Bâtiments	:	5 %
Centrale Génie Civile	:	2 %
Installations électriques	:	5 %
Installations Télécoms	:	5 %
Services Auxiliaires	:	5 %
Lignes haute tension	:	3,3 %
Lignes moyenne tension	:	5 %
Agencements	:	10 %
Matériels et Mobiliers	:	20 % et 10 %

Matériels de transport : 20 %.

1.4 Les titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

1.5 Provision pour dépréciation de créances

Une provision de 100 % est constituée sur les créances âgées de 4 ans et plus.

1.6 Vente d'énergie électrique

Les ventes d'énergie électrique sont comptabilisées sur la base des factures émises à partir des relevés mensuels de consommations des clients effectués dans les différents postes de la CEB.

1.7 Indépendance des exercices

Les charges imputables à l'exercice et pour lesquelles les factures ne sont pas reçues sont estimées et une provision est constituée à la clôture de l'exercice.

Les charges payées ou comptabilisées d'avance sont enregistrées dans un compte de régularisation actif.

1.8 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et tenus suivant l'inventaire permanent. Ils font l'objet d'un inventaire général en fin d'exercice et sont valorisés suivant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

1.9 Dettes en devises

Les dettes en devises sont évaluées au cours de clôture d'exercice et les pertes ou les gains de change potentiels sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion à l'actif ou au passif. Les pertes de change potentielles (écarts de conversion - actif) font l'objet de provisions à 100 % pour les dettes à court terme et de provisions étalées sur la durée de vie restant à courir jusqu'au terme des remboursements pour les dettes à long terme. Toutefois les dettes échues et non payées à la clôture sont évaluées au cours de la date d'échéances pour la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

1.10 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement enregistrées au passif du bilan sont amorties au même taux que les immobilisations qu'elles ont servies à financer.

1.11 Provision spéciale de réévaluation

Elle est la contrepartie de l'augmentation de l'actif immobilisé réévalué.

1.12 Provision pour faible pluviométrie

Il s'agit de provision pour couvrir la baisse du résultat liée à une faible pluviométrie (année sèche) dans le bassin de Nangbéto.

1.13 Provision pour grosses réparations

Elle est constituée sur la base des estimations des coûts de révision de la Centrale de Nangbéto et de rénovation du Dispatching de production et de transport de l'énergie électrique.

1.14 Disponibilités en devises

Les soldes des comptes de trésorerie en devises sont évalués au cours de clôture. Les écarts dégagés sont passés en gains ou pertes de change selon que l'évaluation au cours de clôture augmente ou diminue les soldes.

2. L'ACTIF IMMOBILISE

2.1 Les charges immobilisées

Elles concernent les frais de remise au potentiel des turbines à gaz de Lomé, les frais d'études du projet Adjarala et les frais de réhabilitation de la ligne Lomé-Cotonou-Onigbolo et postes associés.

Elles se présentent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2016	Acquisitions	Dotations de l'exercice	Soldes au 31/12/2017
Frais d'établissement et Charges à répartir	10 655 691 461	-	3 222 790 754	7 432 900 707

2.2 Immobilisations incorporelles

Les variations intervenues dans les comptes d'immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2016	Acquisitions ou dotations	Transfert/ Cession	Soldes au 31/12/2017
Valeurs brutes				
Frais de recherche et de développement	494 615 969			494 615 969
Brevets et licences	50 052 208			50 052 208
Logiciels	411 060 469			411 060 469
Total brut	955 728 646	0	0	955 728 646
Amortissements				
Frais de recherche et de développement	-494 615 969		0	-494 615 969
Brevets et licences	-48 618 940	-905 220	0	-49 524 160
Logiciels	-371 665 874	-23 819 952		-395 485 826
Total amortissements	-914 900 783	-24 725 172	0	-939 625 955
Valeurs nettes	40 827 863	-24 725 172	0	16 102 691

L'exercice 2017 n'a connu aucune acquisition d'immobilisation incorporelle.

2.3 Immobilisations corporelles

Les variations intervenues dans les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2016	Acquisitions ou dotations	Cession/rebut	Transfert+/-		Soldes au 31/12/2017
Valeurs brutes						
Terrains	2 268 034 013					2 268 034 013
Bâtiments	53 215 895 509	838 883 790 (a)				54 054 779 299
Installations,agencements	144 883 348 258	746 368 116 (b)		1 000 618 506 (b)		146 630 334 880
Matériels	21 823 592 306	22 327 228 (c)	-67 425 (e)			21 845 852 109
Matériels de transport	2 766 269 887	86 924 000 (d)	-25 747 000 (f)			2 827 446 887
	224 957 139 973	1 694 503 134	-25 814 425	1 000 618 506	0	227 626 447 188
Immobilisations en cours	20 717 556 006	3 246 335 302 (g)				23 963 891 308
Total brut	245 674 695 979	4 940 838 436	-25 814 425	1 000 618 506	0	251 590 338 496
Amortissements/Prov						
Bâtiments	-33 889 621 115	-1 522 230 434				-35 411 851 549
Installations,agencements	-86 324 436 696	-4 255 495 539				-90 579 932 235
Matériels	-18 634 131 865	-1 359 936 671	67 425			-19 994 001 111
Matériels de transport	-2 142 613 569	-226 374 881	4 620 157			-2 364 368 293
Total amortissements	-140 990 803 245	-7 364 037 525	4 687 582	0	0	-148 350 153 188
Valeurs nettes	104 683 892 734	-2 423 199 089	-21 126 843	1 000 618 506	0	103 240 185 308

- a)** Ce montant enregistre la construction de la clôture du domaine de Lokossa pour 33 millions de FCFA et le bitumage de la route du poste de Tanzoun pour 806 millions de FCFA.
- b)** Ce montant est relatif essentiellement à la fourniture et à l'installation de câble de garde à fibre optique sur les tronçons 161kV de Momé-Hagou Nangbeto, Atakpamé et Nangbéto Bohicon pour 1 328 millions de FCFA et au renforcement du poste de Dapaong pour 388 millions de FCFA.
- c)** Il s'agit des dépenses relatives essentiellement à l'acquisition de divers outillages pour 1,2 millions de FCFA, de matériels de bureau et informatiques pour 7 millions de francs CFA, de mobiliers de bureau pour 6,4 millions de francs CFA et de matériels et mobiliers affectés au logement pour 7,4 millions de francs CFA.
- d)** Ce montant concerne l'acquisition de divers véhicules à savoir :

Libellés	Montants
1 TOYOTAHILUX PICK-UP 4X4 DOUBLE CABINE	21 024 000
1 NISSAN PATROL 4X4 GL	37 000 000
1 TOYOTA PRADO TX-L 4X4	28 900 000
Total	86 924 000

e) Ce montant représente la valeur des divers matériels et mobiliers mis au rebut en 2017.

f) Ce montant représente la cession comptable d'un véhicule de la CEB en 2017.

Libellés	Montants
1 VEHICULE TOYOTA PRADO	25 747 000
Total	25 747 000

g) Il s'agit des dépenses relatives aux diverses indemnisations des populations dans le cadre de la construction des lignes de transport haute tension.

2.4 Avances et acomptes sur immobilisations

Il s'agit des avances versées dans le cadre des travaux ou projets suivants :

- acquisition du matériel radio pour 44,70 millions de francs CFA ;
- acquisition d'un logiciel de gestion budgétaire pour 8,2 millions de francs CFA ;
- fourniture et installation de groupes électrogène pour la CEB pour 14 millions de francs CFA ;
- projet d'extension des postes de PARAKOU et SAKETE ainsi que la construction d'un nouveau poste à ONIGBOLO et TANZOUN pour 20 665 millions de francs CFA ;
- projet de construction des postes de DAVIE et LEGBASSITO pour 16 484 millions de francs CFA ;
- projet de construction d'une ligne double terre 161 kV SAKETE-TANZOU et PARAKOU-ONIGBOLO pour 9 787 millions de francs CFA ;
- projet de renforcement des postes de CIMAO et de MOME-HAGOU pour 3 307 millions de francs CFA ;
- projet de construction lignes 63 kV ONIGBOLO ET NOCIBE pour 1 036 millions de FCFA ;
- contrôle et supervision de la construction des lignes 161 kV ONIGBOLO-PARAKOU et SAKETE-PORTO NOVO pour 1 411 millions de francs CFA ;

- contrôle et supervision ligne 330 kV GHANA-TOGO-BENIN pour 952 millions de FCFA ;
- projet de construction ligne 330 kV GHANA-TOGO-BENIN pour 8 922 millions de FCFA ;
- projet de réhabilitation de la Centrale hydroélectrique de NANGBETO pour 36,6 millions de FCFA ;
- projet de construction de la ligne 161 kV BEMBEREKE-KANDI-MALANVILLE pour 7 019 millions de FCFA ;
- projet d'extension du postes 161/34,5 kV de PARAKOU et construction du poste 161/34,5 kV de BEMBEREKE pour 2 790 millions de FCFA.

2.5 Immobilisations financières

2.5.1 Titres de participation

La CEB détient des titres de participation pour un montant de 52 millions de francs CFA dans les sociétés SOTOGAZ et BENGAS, sociétés créées dans le cadre du gazoduc Ouest Africain.

2.5.2 Autres immobilisations financières

Ce poste a enregistré les dépôts versés en caution pour l'abonnement d'eau, d'électricité, de téléphone, de gaz et pour le leasing du matériel informatique, pour un montant de 84,1 millions de francs CFA et l'avance faite à la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin dans le cadre du Projet Fourniture Service de l'Energie pour 100 millions de francs CFA.

3. ACTIF CIRCULANT

L'actif circulant se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Actif circulant HAO	0	0
Stock	4 836 724 007	4 618 773 230
Fournisseurs avances et acomptes	3 639 013 129	4 670 936 710
Clients	37 531 993 350	57 087 851 538
Autres créances	3 801 345 189	3 163 891 036
Total	49 809 075 675	69 541 452 514

3.1 Stocks

Les stocks sont constitués essentiellement de combustible (Jet A1), de pièces de rechange et d'huiles, principalement les huiles Volt Esso. Ces stocks sont tenus suivant la méthode de l'inventaire permanent et sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré après chaque entrée.

Les stocks se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Jet A1	125 596 876	152 349 683
Huiles et lubrifiant	189 063 409	214 678 385
Carburant	34 180 628	33 328 662
Pièces de rechange	4 604 002 357	4 334 535 763
	4 952 843 270	4 734 892 493
Provisions/pièces de rechange	-116 119 263	-116 119 263
Total	4 836 724 007	4 618 773 230

3.2 Fournisseurs avances et acomptes

Les avances consenties à ces fournisseurs concernent essentiellement les études de projets, les achats de pièces de rechange et l'assistance à la CEB pour l'indemnisation et l'obtention des titres fonciers relatifs aux domaines retenus dans le cadre des projets. Il s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
MEXAN'S ALSACE SARL	-	19 530 000
INEO	-	209 983 235
Me TOFIO	26 523 000	26 523 000
Me HILLAH	7 500 000	
BF CONSEIL	36 755 500	36 755 500
PRATT & WITHNEY	58 291 338	415 936 632
E-HUB	19 324 320	19 324 320
ODIAHE	8 015 000	27 432 800
TRACTABEL	322 896 014	243 453 062
FOURNISSEURS RARES TOGO	86 009 877	74 439 917
EDF	30 974 289	20 649 526
SCHNEIDER	12 009 440	
T & D POWER SOLUTIONS	334 018 243	495 437 923
SNC LAVALIN	378 738 711	401 454 177
CG HOLDING BELGIUM	54 757 414	54 757 414
BUSINESS & ACTIONS CONSEILS SARL	-	22 690 500
ELITE GROUP BTP SA	-	612 420 951
FORNISSEURS RARES BENIN	117 527 301	74 330 699
Me LAGUIDE	96 009 300	96 009 300
GEMCO	13 040 425	13 040 425
STUCKY SA	287 982 024	293 337 866
CABIRA	339 666 420	335 677 296
LAND RESSOURCES	524 939 944	554 397 300
ALAIN SABATON	11 321 818	11 321 818
ME ACOUETHEY	143 415 009	143 415 009
PAL BIOGENIE CYBER WORKS CORPORATIO	21 878 000	24 891 600
CREOPSE	13 046 656	13 046 656
GORDON APLEBY	13 631 203	15 508 842
JEAN ETIENNE KLIMPT	22 621 852	25 737 914
VOITH Hydro	101 035 745	101 035 745
STADIA	99 400 000	99 400 000
DIVERS FOURNISSEURS EN DEVISES	289 304 146	120 078 386
AUTRES	168 380 140	68 918 897
Total Fournisseurs/avances	3 639 013 129	4 670 936 710
avance fournisseurs douteux	15 891 806	15 891 806
Provisions	- 15 891 806	- 15 891 806
Net	3 639 013 129	4 670 936 710

3.3 Clients

D'un montant net de 37 532 millions de francs CFA au 31 décembre 2017, ce poste s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
CLIENTS ORDINAIRES		
SNPT	492 895 000	641 875 000
CEET	4 941 064 207	21 282 223 030
WACEM	345 578 986	767 558 986
SBEE	30 390 832 574	33 504 693 232
SCB LAFARGE	217 766 055	324 260 820
SONABEL	44 121 528	40 753 990
SCAN TOGO	1 099 735 000	526 486 480
Client Produits à recevoir (SBEE)		0
Total clients ordinaires	37 531 993 350	57 087 851 538
CLIENTS DOUTEUX		
IFG	34 263 983	34 263 983
Total clients douteux	34 263 983	34 263 983
TOTAL CLIENTS BRUTS	37 566 257 333	57 122 115 521
Provisions	-34 263 983	-34 263 983
CLIENTS NETS	37 531 993 350	57 087 851 538

3.4 Autres créances

Cette rubrique se présente comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Personnel avance	183 020 513 (a)	218 737 802
Débiteurs divers	3 500 689 458 (b)	2 047 473 994
Débours et frais médicaux		
Produits à recevoir	20 691 000	197 166 543
Charges constatées d'avance	96 944 218 (c)	700 512 697
Total	3 801 345 189	3 163 891 036
Débiteurs douteux	854 586 307 (d)	854 586 307
Total brut	4 655 931 496	4 018 477 343
Provisions	-854 586 307	-854 586 307
Créances nettes	3 801 345 189	3 163 891 036

(a) Il s'agit des avances consenties au personnel sous forme de frais d'hospitalisation ou de frais d'hébergement dans le cadre des missions, de dépassement de quotas

d'électricité en cours de remboursement et non encore régularisés au 31 décembre 2017.

(b) Il s'agit essentiellement des factures de cession de gaz à la CEET et non réglées au 31 décembre 2017, et de divers débiteurs à régulariser.

(c) Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement de stock de fournitures de bureau et de fournitures diverses, de consommables informatiques, de pièces de rechange de véhicules et de loyer payés d'avance, de primes d'assurance comptabilisées d'avance.

(d) Les débiteurs douteux concernent essentiellement :

- les dépenses réalisées pour le compte d'ELECTRO-TOGO dans le cadre des travaux de réhabilitation de la Centrale thermique de Lomé ainsi que les consommations d'électricité facturées par la CEB pour un montant global de 363,5 millions de francs CFA,
- les dépenses relatives à la convention de financement du projet d'Adjarala signée entre la CEB et OACM pour 196,8 millions de francs CFA,
- une avance de fonds à African Investment Bank dans le cadre d'une convention de prise de participation conclue entre la CEB et COWRIE CORPORATION pour 150 millions de francs CFA.

Ces créances sont couvertes par des provisions à 100 % compte tenu des risques d'irrecouvrabilité qui y sont liés.

4. TRESORERIE - ACTIF

D'un montant de 10 834 millions de Francs CFA au 31 décembre 2017, ce poste additionne le compte banque d'un solde de 10 822 millions de FCFA et le compte caisse d'un solde de 11,6 millions de FCFA détaillés dans les tableaux suivants :

4.1 Banques

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
BANQUES		
DIAMOND BANK TOGO	20 057 020	12 287 979
UTB PJT BEN TG REHABILITATION	17 363 502	17 429 114
UTB Gage espèces	0	0
BTCI Lomé	159 769 005	12 567 695
BIA-Togo	23 616 423	2 575 222
ORABANK TG CPTÉ INDEM PROJET	626 199 747	1 258 081 648
ORABANK DAT	1 050 000 000	1 050 000 000
ECOBANK-TOGO Compte de gages	649 143	8 221 472
ECOBANK Compte bloqué	4 550 520 661	2 860 133 331
ECOBANK DAT	1 455 000 000	2 655 000 000
ECOBANK Projet TAG	0	89 024 052
ECOBANK-TG INVEST	107 810 429	9 602 026
ECOBANK-TG SUNON ASOGLI	0	551 081 735
ECOBANK-TG CREDOC	603 530 679	1 115 510 487
BANQUE ATLANTIQUE TOGO c/c	105 542 199	127 482 163
BTCI CARTE VISA	6 405 980	6 405 980
BSIC TG COMPTE COURANT	156 559 386	0
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE TOGO	709 629	0
ECOBANK Bénin DAT	200 000 000	200 000 000
ECOBANK-BENIN GRIDCO	700 000 000	700 000 000
ECOBANK-BENIN PJT BEN TG PWER	316 908 141	133 844 471
BCB C/C	714 240 757	714 240 757
BCEAO COTONOU	13 285 747	13 285 747
BIBE C/C	6 201 316	
BOA BN C/C	550 629 313	65 190 384
UBA	316 735	196 434 910
BANQUE ATLANTIQUE BENIN	139 225 972	28 878 615
CCI BANK BENIN C/C	1 780 236	29 608 997
BOA Projet dorsale sud	0	
BTD Lomé/ORABANK		
ECOBANK-BENIN C/C		
	11 526 322 020	11 856 886 785
Intérêts courus produits à recevoir	10 285 972	10 744 306
TOTAL	11 536 607 992	11 867 631 091
Dépréciations comptes BCB	-714 240 757	-714 240 757
TOTAL NET	10 822 367 235	11 153 390 334

4.2 Caisses

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
CAISSES		
Caisse principale	4 334 600	4 092 143
Caisse USD	3 244 507	1 001 265
Caisse dollar Can	74 149	78 596
Caisse EURO	2 591 030	1 380 789
Caisse région Togo	42 497	31 920
Caisse région Bénin	1 249 999	445
Caisse Nangbeto	29 100	4 960
Caisse CFPP menues dépenses	7 200	103 400
TOTAL	11 573 082	6 693 518

5. ECARTS DE CONVERSION ACTIF

Ce poste concerne les dettes de la CEB (emprunts et dettes fournisseurs) libellées en devises ; il s'agit de la différence entre leur coût historique et leur valeur de conversion aux cours des devises à la clôture de l'exercice.

D'un montant de 2 802 millions de francs CFA, cet écart constitue une perte potentielle et fait l'objet d'une provision de 1 575 millions de FCFA conformément à l'article 56 du règlement relatif au droit comptable dans les Etats de l'OHADA qui dispose que par dérogation et à titre exceptionnel lorsqu'un emprunt est contracté ou un prêt est consenti à l'étranger pour une période supérieure à un an, la perte ou le gain résultant à la clôture de l'exercice doit être étalé sur la période restante à courir jusqu'au terme des remboursements ou des encaissements à venir prévus au contrat.

6. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Cette rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Capital	26 350 000 000	26 350 000 000
Primes et réserves	- 19 421 388 988	- 865 989 174
Résultat de l'exercice	- 2 795 832 338	- 18 555 399 814
Subvention d'investissement	23 464 795 435	19 749 761 600
Provisions réglementées	4 612 843 907	4 882 330 207
TOTAL	32 210 418 016	31 560 702 819

6.1 Capital

Par nécessité de se conformer aux dispositions du traité et de l'acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, le Haut Conseil Interétatique a, en date du 05 décembre 2008, décidé de doter la CEB d'un capital social.

Aux termes de cette décision, la CEB est dotée d'un capital social d'un montant de 26 350 millions de francs CFA réparti à parts égales par équité entre les deux Etats, le Bénin et le Togo.

6.2 Primes et réserves

Ce poste comprend l'écart de réévaluation relatif à la réévaluation des terrains pour 2,5 millions de francs CFA et le report à nouveau cumulé négatif de 19 424 millions de francs CFA au 31 décembre 2017.

6.3 Subventions d'investissement

En vue du financement de certains travaux notamment les travaux d'extension du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement d'Abomey Calavi, l'Interconnexion CEB/TCN, la construction des postes de TANZOU au Bénin et de DAVIE au Togo, la CEB a bénéficié des subventions de certains organismes : FAC, BAD, KFW. Ces subventions s'amortissent au même taux que les infrastructures financées.

Le solde au 31 décembre 2017 de 23 465 millions de francs CFA représente la quote-part non encore amortie correspondant à la valeur comptable nette des immobilisations financées.

6.4 Provisions réglementées

Le solde de ce poste correspond à la provision spéciale de réévaluation.

Suite à la dévaluation du francs CFA intervenue en 1994, la CEB a procédé avec l'aide des Cabinets EFOGERC et BENIN EXPERTISE, à la réévaluation de ses immobilisations conformément à la loi N°95 016 en date du 18 août 1995 portant autorisation de la réévaluation légale des bilans au Togo.

L'écart entre la valeur historique et la valeur réévaluée des immobilisations a été porté au crédit du compte provision spéciale de réévaluation et s'est amorti au même rythme que les immobilisations réévaluées.

Le solde au 31 décembre 2017 de 4 613 millions de francs CFA correspond donc à la valeur comptable nette de la fraction réévaluée des immobilisations.

7. DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Emprunts	104 693 244 099	105 871 025 045
Dettes financières diverses	3 165 597 395	3 158 611 125
Provisions financières pour risques	21 593 294 387	20 323 354 320
TOTAL	129 452 135 881	129 352 990 490

7.1 Emprunts

En vue de financer la construction et l'installation de ses infrastructures et équipements de production et de transport d'énergie électrique, la CEB a contracté divers emprunts. Ces emprunts sont de trois catégories auxquels s'ajoutent les intérêts courus.

Les intérêts courus se détaillent comme suit :

- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat Togolais de 837 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat béninois de 3 660 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts directs de 707 millions de francs CFA.

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
PRÊT ACDI 19/08/69 TOG	270 363 082	270 363 082
EXIM BANK CHINE	12 713 448 200	13 554 456 790
IDA PIAT 2367 TOGO	418 824 974	418 824 974
BEI-TOGO	1 967 871 000	1 967 871 000
BOAD 084 PR CONSTRUCT & RENF.	379 951 282	379 951 282
Total emprunts rotrocédés trésor togo	15 750 458 538	16 591 467 128
FAD 330KV GH-TG-BEN	8 121 296 353	1 519 528 226
ACDI 23/08/669 BEN	50 642 500	101 285 000
IDA 3951 BEN	9 009 251 836	10 331 375 190
FONDS NORDIQUE	5 431 323 369	8 448 725 569
IDA 4214 BEN	7 743 261 490	8 390 190 324
IDA 4492 BEN	405 872 249	493 256 196
BEI-BENIN	17 382 860 500	14 759 032 500
BOAD 014 FDE CONSTRUCT LIGNE	7 850 185 202	373 020 752
IDA 4587 BEN	7 567 436 410	6 367 430 125
Total emprunt retrocédés CAA	63 562 129 909	50 783 843 882
KFW BOHICON	1 037 916 618	1 037 916 618
ACDI CIMAO	1 081 821 110	1 146 705 078
BOAD 043 CONSTR BEMB	1 455 673 207	1 711 225 296
KFW ATAHPAME	1 101 906 000	1 101 906 000
FAD DISPATCHING CHF	97 666 663	111 616 933
FAD DISPATCHING JPY	287 388 669	329 764 246
FAD DISPATCHING USD	2 015 291 415	2 404 737 353
FAD DISPATCHING EURO	959 693 406	1 006 507 718
ECOBANK TG 3	5 660 999 477	8 580 288 660
ECOBANK-BENIN	990 633 145	2 215 857 931
ECOBANK TG 4	287 220 901	5 720 791 263
BOAD 330 kV	4 971 481 779	5 468 244 525
Total emprunts directs	19 947 692 390	30 835 561 621
	99 260 280 837	98 210 872 631
INTERETS COURUS	5 432 963 262	7 660 152 414
TOTAL	104 693 244 099	105 871 025 045

7.2 Dettes financières diverses

Les dettes financières diverses comprennent les avances de fonds et les dépôts et cautionnements reçus. Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Avance de Fonds Bénin	16 758 538 (a)	16 758 538
Avance de Fonds Togo	1 550 000 000 (a)	1 550 000 000
Avance de Fonds BOAD	459 371 232 (b)	459 371 232
Dépôts et cautionnements reçus	1 062 212 500 (c)	1 062 212 500
Intérêts courus sur avances	77 255 125 (d)	70 268 855
Total	3 165 597 395	3 158 611 125

- (a) Il s'agit d'avances de fonds octroyées par les Etats Béninois et Togolais dans le cadre des mesures de résorption de la crise énergétique.
- (b) Il s'agit des avances de fonds consenties par la BOAD dans le cadre de l'étude de la réhabilitation de la ligne 161 kV Lomé-Cotonou-Onigbolo et de l'étude de la construction de la ligne Ghana-Togo-Bénin (Projet WAPP).
- (c) Ce montant représente les dépôts et cautionnements reçus qui se détaillent comme suit :

	Montant
CEET	1 026 931 250
SBEE	5 281 250
SNPT	30 000 000

	1 062 212 500

- (d) Il s'agit des intérêts courus sur les avances consenties par la BOAD.

7.3 Provisions financières pour risques et charges

D'un montant de 21 593 millions de francs CFA, le solde de ce poste représente les provisions constituées pour perte de change potentielle de 1 575 millions de FCFA, pour grosses réparations de 11 606 millions de francs CFA, pour indemnités de départ à la retraite de 2 573 millions de francs CFA, pour faible pluviométrie de 5 275 millions de FCFA et pour litiges de 564,6 millions de francs CFA.

8. PASSIF CIRCULANT

Le passif circulant s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Dettes circulantes et ress.ass.HAO	677 009 666	612 960 773
Clients Avance reçues	4 862 241 023	-
Fournisseurs d'exploitation	54 994 164 603	66 718 392 032
Dettes fiscales	33 385 022	7 628 667
Dettes sociales	1 517 754 540	1 608 580 553
Autres dettes	7 083 381 495	3 758 867 409
Risques provisionnés	400 181 737	2 870 924 492
TOTAL	69 568 118 086	75 577 353 926

8.1 Dettes circulantes et ressources assimilées HAO

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les fournisseurs d'immobilisations et s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
SAIMEX	500	296 385
GET CONSULT	3 409 186	3 409 186
SBEE	38 972 328	38 972 328
MARY CLEAN	3 099 200	3 099 200
EIFPAGE	51 515 437	51 515 437
RAMCO	2 060 000	2 089 995
TBEA	35 697 621	35 697 621
INEO	414 116 926	
ALUREX AFRIQUE	47 550	
EIFPAGE ENERGIE		51 515 438
ETS GIC TOGO	343 000	
ETS NORD SUD	1 435 000	
CENTRAL INTERM D' EQUIPMT	1 900 000	
AUTRES	124 412 918	426 365 183
TOTAL	677 009 666	612 960 773

8.2 Fournisseurs d'exploitation

Les fournisseurs d'exploitation comprennent les fournisseurs d'énergie et les fournisseurs de biens et services. Le solde du poste de 54 994 millions de francs CFA au 31 décembre 2017 s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Fournisseurs d'énergie		
VRA	9 079 672 173	7 191 374 127
CIE	9 825 818 571	11 080 613 843
NIGELEC	-	-
TCN	32 033 304 990	45 000 936 447
GRIDCO	703 892 292	1 150 671 554
ECG	219 903 703	405 583 233
TOTAL FOURN. D'ENERGIE	51 862 591 729	64 829 179 204
Fournisseurs biens et services		
CEET	143 505 395	125 467 057
SBEE	477 916 543	373 606 473
CFAO TOGO	4 633 932	40 279 184
FERMAK	8 149 750	21 616 828
TOGO TELECOM	22 341 717	49 662 017
ODYSSEE INTERNATIONNAL	8 721 700	8 721 700
SOGENET	-	1 998 055
BENIN MENAGERE	11 047 410	11 047 410
EDF	43 706 072	71 183 835
COYNE ET BELIER	23 499 266	23 499 266
AFRICAIN D'ASSURANCE	1 034 596	887 941
SONACOP	11 209 290	11 209 290
NGAS LIMITED	1 671 801 961	343 561 835
SIEMENS	2 548 282	2 548 282
INEO	-	292 915 823
MONDA et FILS	1 843 039	3 086 078
FOUR /FACTURES NON PARVENUES	329 609 928	52 061 240
SEBA'3D	1 347 775	
SONEB	27 698 331	
SAS	5 730 654	
AGI PROTECTION	3 120 000	
AUTRES	332 107 233	455 860 514
TOTAL FOURNI. BIENS ET SCES	3 131 572 874	1 889 212 828
TOTAL	54 994 164 603	66 718 392 032

8.3 Dettes fiscales

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les administrations fiscales togolaise et béninoise et se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Etat Togo IRPP	19 207 860	7 528 542
Etat Togo TCS	139 250	100 125
Impôts Bénin	14 037 912	-
TOTAL	33 385 022	7 628 667

8.4 Dettes sociales

Il s'agit des dettes sur les organismes sociaux et le personnel. Le solde du poste de 1 518 millions de francs CFA se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
PERSONNEL		
Provisions congés payés	844 939 860	920 048 512
Personnel autres charges à payer	493 164 260	546 041 258
sous total	1 338 104 120	1 466 089 770
ORGANISMES SOCIAUX		
CNSS TOGO	37 687 836	551 449
CNSS BENIN	20 837 142	180 225
Caisse de Retraite du Togo	131 391	-
Charges sociales sur Congés payés	90 938 334	106 620 984
Org Sociaux Autres charges à payer	30 055 717	35 138 125
sous total	179 650 420	142 490 783
TOTAL	1 517 754 540	1 608 580 553

8.5 Autres dettes

Les autres dettes se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Créditeurs divers	4 009 785 699 (a)	1 643 119 718
Debours frais médicaux (crédeur)	10 220 635	8 564 086
Charges à payer	3 063 375 161 (b)	2 107 183 605
Total	7 083 381 495	3 758 867 409

- (a) Les créiteurs divers représentent essentiellement les pénalités sur les impayés des dettes envers la CIE et la VRA.
- (b) Les charges à payer comprennent essentiellement les provisions pour honoraires d'audit et des commissaires aux comptes pour 62,3 millions de francs CFA, les provisions pour consommation d'électricité du personnel de la CEB pour 539 millions de francs CFA, les provisions pour achat d'étrennes pour 206 millions de francs CFA, les provisions pour les intérêts moratoires sur les emprunts rétrocédés par les Etats togolais et béninois à la CEB pour 1 016 millions de francs CFA, la provision pour les primes assurance maladie de 2015 à 2017 de VANDREDA pour 1 210 millions de francs CFA.

9. TRESORERIE PASSIF

Le solde de la rubrique de 13 732 millions de francs CFA s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
ORABANK C/C	3 909 773 004	167 839 835
ECOBANK PJT BEN TG PWER REHAB		
ECOBANK Togo C/C	3 345 725 440	3 285 132 790
ECOBANK Bénin crédit T.	2 500 000 000	5 800 000 000
UTB Lomé	995 319 209	1 087 842 939
ORABANK CREDIT DE TRESORERIE	1 000 000 000	6 000 000 000
ECOBANK BENIN C/C	1 959 934 186	1 818 353 231
BIBE C/C	-	719 322 952
BTCI LOME		
BANQUE INTERET COUR CH A PAYER	20 833 333	60 937 500
TOTAL	13 731 585 172	18 939 429 247

10. ECART DE CONVERSION-PASSIF

Le solde de ce poste de 1 780 millions de francs CFA représente les gains de change potentiels générés par les dettes en devises sur les fournisseurs.

11. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ils sont constitués des ventes d'énergie et de gaz et des produits accessoires. Le solde de la rubrique se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Vente d'énergie achetée	78 166 947 861	93 158 776 814
Vente d'énergie produite	25 430 188 880	12 587 861 985
Total vente d'énergie	103 597 136 741	105 746 638 799
Produits accessoires	76 011 763	280 723 273
CHIFFRE D'AFFAIRES	103 673 148 504	106 027 362 072

Le chiffre d'affaires a baissé de 2% par rapport à 2016.

12. LES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation se présentent comme suit au 31 décembre 2017 :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Achats d'énergie	69 160 713 307	84 395 310 951
Achat de gaz à refacturer	0	0
Achats de matières premières	14 059 988 863	1 632 799 100
Variation de stock	26 752 807	159 214 841
Autres achats	2 050 124 182	1 831 062 069
Variation de stock	-244 614 446	-194 672 686
Transports	56 104 313	64 418 751
Services extérieurs	4 140 533 775	9 096 072 154
Impôts et taxes	8 477 718	7 658 996
Autres charges	275 594 694	3 179 629 745
Charges du personnel	6 818 793 371	6 684 347 836
Dotations aux amortissements et Provisions	10 809 629 192	11 099 972 083
TOTAL	107 162 097 776	117 955 813 840

12.1 Achat d'énergie électrique

Les achats de l'énergie électrique sont effectués essentiellement auprès de la Volta River Authority (VRA), de la Transmission Company of Nigeria (TCN) et de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) ; ces achats se ventilent par fournisseur comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
VRA	13 448 176 625	12 657 394 411
CIE	5 478 559 203	16 468 998 308
TCN	49 690 147 780	54 773 587 674
ECG	543 829 699	495 330 558
TOTAL	69 160 713 307	84 395 310 951

Les achats d'énergie électrique de 2017 ont baissé de 18% par rapport à 2016 notamment à cause de la baisse de l'approvisionnement en provenance de la CIE et de la TCN.

12.2 Achats de matières premières

Les achats de matières premières concernent l'achat du combustible (gaz ou jetA1) destiné au fonctionnement des turbines à gaz.

Les matières premières se présentent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2015
gaz	14 059 988 863	1 632 799 100
Variation de stock jet A1	26 752 807	159 214 841
TOTAL	14 086 741 670	1 792 013 941

L'augmentation des achats de gaz par rapport à 2016 reflète la reprise de l'exploitation des deux turbines à gaz en 2017 après les diverses réparations intervenues en 2016.

12.3 Autres achats et variation de stocks

Les autres achats s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Gaz industriel	768 800	606 536
Huiles et Lubrifiants	4 934 261	26 079 262
Pièces de réchanges	515 356 683	332 885 183
Carburant	205 307 042	266 409 386
Bonification carburant	188 623 739	291 388 958
Eau	33 518 263	10 948 710
Electricité	107 426 323	123 857 786
Bonification d'électricité	644 120 091	338 584 091
Fournitures d'entretien et petits équipements	31 792 652	171 597 899
Fournitures administratives	32 012 223	22 804 587
Fournitures entretien véhicules	39 565 871	52 285 385
Autres matières et fournitures	231 377 852	129 229 914
Autres	15 320 382	64 384 372
	2 050 124 182	1 831 062 069
variation de stock	-244 614 446	-194 672 686
TOTAL	1 805 509 736	1 636 389 383

Les autres achats et variation ont connu une augmentation de 10% par rapport à 2016 due à l'augmentation de la consommation des pièces de rechange et à la régularisation de la valeur réelle des consommations en prépayé du quota d'électricité du personnel.

12.4 Transports

Cette rubrique de 56 millions de francs CFA au 31 décembre 2017, a enregistré essentiellement les frais d'affranchissement de courriers et les achats de billets d'avion pour les voyages à l'étranger dans le cadre de missions professionnelles ou de formations.

12.5 Services extérieurs

Les services extérieurs ont évolué comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Impression et reprographie	12 608 290	22 504 345
Travaux services exécutés	156 716 490	186 197 405
Locations	215 614 634	216 025 053
Entretiens et maintenance	382 696 227	5 350 319 048
Assurances	559 143 968	448 027 432
Etudes et recherches		175 368 114
Publicité, Publication et relations publiques	233 283 956	247 215 196
Frais de télécommunications	170 842 205	165 942 982
Services bancaires	1 449 380 571	871 052 353
Rémunérations Interm. & Conseil	313 027 314	396 092 165
Frais de formation et Stages	49 806 485	114 763 974
Frais formation agents CEB au CFPP	14 950 000	37 811 000
Frais organisation formation CFPP	13 112 650	24 877 600
Cotisations	129 594 661	189 235 783
Réceptions	60 643 289	138 725 492
Mission inter communauté	270 955 656	376 213 391
Mission hors communauté	54 062 227	58 887 475
Hébergement mission	37 929 678	64 325 163
Autres	16 165 474	12 488 183
	4 140 533 775	9 096 072 154

La baisse du poste services extérieurs de 54% en 2017 s'explique essentiellement par la baisse de 93% du compte Entretiens et maintenance qui avait enregistré en 2016 les frais de réparation et de remise au potentiel des turbines à gaz.

12.6 Impôts & taxes

Ils comprennent essentiellement les péages, les droits d'enregistrement, les taxes aéroportuaires.

12.7 Autres Charges

Les autres charges chiffrées à 276 millions de francs CFA, représentent essentiellement, les frais liés aux activités de la Haute Autorité et du Haut Conseil Interétatique pour 266 millions de francs CFA.

12.8 Charges de Personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Rémunération du personnel	4 715 767 167	4 827 480 963
Avantage en nature	832 743 830	467 765 761
Charges sociales	1 270 282 374	1 389 101 112
TOTAL	6 818 793 371	6 684 347 836

Les avantages en nature sont constitués de bonification de carburant et d'électricité qui y ont été transférés.

L'augmentation des charges du personnel de 2% en 2017 est essentiellement liée à la régularisation de la valeur réelle des consommations en prépayé du quota d'électricité du personnel.

12.9 Dotations aux amortissements et aux provisions

Le montant de la rubrique de 10 810 millions de francs CFA s'analyse comme suit

DESIGNATION	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Dotations aux amorti. charges immobilisées	3 222 790 754	3 717 008 969
Dotations aux amorti. Immobi. Incorporelles	24 725 172	38 457 348
Dotations aux amort. Immobil. Corporelles	6 984 847 601	7 072 802 036
Dotations aux Provisions	577 265 665	271 703 730
TOTAL	10 809 629 192	11 099 972 083

13. TRANSFERT DE CHARGES

Le solde du poste de 833 millions de francs CFA constitue la contrepartie du transfert en charges de personnel de la bonification d'électricité et de carburant.

14. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Revenus financiers	269 792 811 (a)	259 003 395
Gains de change	4 556 737 654 (b)	1 087 671 263
Reprise de provisions	1 401 047 049 (c)	0
Total	6 227 577 514	1 346 674 658

(a) Il s'agit essentiellement des intérêts sur les dépôts à terme constitués en contrepartie des garanties accordées par les banques.

(b) Il s'agit des gains de change réalisés sur les opérations en devises effectuées avec les tiers.

(c) Il s'agit de la reprise de provision sur les écarts de conversion actifs générés par les emprunts en devises au 31 décembre 2017.

15. CHARGES FINANCIERES

Les charges financières s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2016	Solde au 31/12/2015
Frais financiers	5 291 489 185 (a)	6 877 292 288
Pertes de change	1 630 858 422 (b)	3 655 288 201
Dotations aux Amort. Et Provisions	-	533 633 981
Total	6 922 347 607	11 066 214 470

(a) Les frais financiers sont constitués essentiellement des charges d'intérêts sur emprunts, les frais de découverts dans les banques, les commissions de garantie des emprunts.

(b) Il s'agit des pertes de change relatives aux emprunts et autres dettes libellées en devises.

16. Produits de cession des immobilisations

Le montant de la rubrique de 24,3 millions de francs CFA représente le produit de la cession d'un véhicule Toyota Prado au cours de 2017.

17. Reprise HAO

Les reprises hors activités ordinaires de 380,6 millions de francs CFA, représentent les quotes-parts des subventions d'investissements virées au compte de résultat pour 111 millions de francs CFA, les reprises des quotes-parts des écarts de réévaluation pour 269,5 millions de francs CFA.

18. COMMENTAIRES SUR LE TAFIRE

Le Tableau Financier des Ressources et Emplois (TAFIRE) présente la situation des mouvements de flux intervenus dans l'évolution de l'activité de l'entreprise. Cette situation lui permet de prendre des décisions stratégiques afin de mieux s'orienter en matière d'investissement ou encore de développer les différentes sources de financement nécessaires. Elle permet aussi de déterminer les différents équilibres financiers en matière d'investissement ou de financement de l'actif circulant.

18.1 Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)

La capacité d'autofinancement globale (CAFG) traduit la richesse réelle générée par l'entreprise qui lui permet de s'autofinancer sans avoir recours à un financement extérieur.

La CAFG est positive de 8 702 millions de francs CFA contre une CAFG négative de 4 506 millions de francs CFA en 2016. En 2017, l'activité de la CEB a ainsi gagné en rentabilité et la CEB peut faire face à une partie de ses investissements futurs sur fonds propres.

18.2 Autofinancement (AF)

C'est la richesse nette créée après paiements des dividendes. Dans le cas de la CEB l'autofinancement est égal à la Capacité d'Autofinancement Global CAFG (il n'y a pas de distribution de dividendes). Il mesure la capacité de remboursement des emprunts par la société et traduit sa croissance autonome sur le moyen et long terme. L'autofinancement positif de 8 702 millions de francs CFA en 2017 montre que la CEB peut à nouveau rembourser ses dettes.

18.3 Variation du Besoin de Financement d'Exploitation

Elle traduit l'augmentation ou la diminution du besoin de financement à court terme au cours de l'exercice.

La variation du besoin de financement d'exploitation de 218 millions de francs CFA (emplois) en 2017 contre 24 429 millions de francs CFA (ressources) en 2016 montre que les besoins de trésorerie à court terme de la CEB au cours de l'exercice ont été couverts.

18.4 Excédent de Ressources

L'excédent de ressources dégagé se chiffre à 4 882 millions de francs CFA ; c'est-à-dire que les ressources de l'exercice ont pu couvrir les emplois jusqu'à dégager un excédent.

19. QUELQUES RATIOS SIGNIFICATIFS

19.1 Les ratios

DESIGNATION	2017	2016	2015	2014	2013	NORMES
<u>RATIO D'ENDETTEMENT</u>						
<u>Dettes financières et Ressourc. Assimilées</u> Ressources Stables	0,80	0,80	0,79	0,73	0,75	= 0,5
<u>RATIO AUTONOMIE FINANCIERE</u>						
<u>Capitaux Propres et Ressourc. Assimilées</u> Total Passif	0,13	0,12	0,13	0,18	0,17	> 0,20
<u>RATIO DE CAPACITE DE REMBOURS.</u>						
<u>Dettes Financ. Et Ressourc. Assimilées</u> Capacite d'Autofinanc. Globale (Avec CAFG>0)	14,88	-	16,25	20,4	50,8	< 4 (années)
<u>RATIO DE LIQUIDITE GENERALE</u>						
<u>Actif Circulant+Trésorerie Actif</u> Passif Circulant+Trésorerie Passif	0,73	0,9	1,05	1,3	1,5	> 1
<u>RATIO DE RENTABILITE</u>						
<u>Résultat de l'exercice</u> Chiffre d'Affaires TTC	-0,03	-0,17	-0,018	0,004	0,011	> 0
<u>RATIO D'EQUILIBRE FINANCIER</u>						
<u>Fonds de Roulement</u> Besoin de Financement Global	1,0	0,8	1,0	0,9	1,3	> 0,6

19.2 Commentaire sur les ratios

Ratios d'endettement, ratio d'autonomie financière

Ces ratios mesurent l'importance du financement propre par rapport à l'endettement et permettent d'apprécier l'autonomie financière de l'entreprise.

Les ratios d'autonomie et d'endettement déterminés sur les 4 années montrent une détérioration de ces derniers au cours des trois dernières années.

Cette détérioration de l'autonomie financière et de la capacité d'endettement découle des déficits enregistrés au cours des années précédentes et de l'augmentation des dettes à long et moyen terme contractées dans le cadre des projets.

Ratio d'équilibre financier

Le ratio d'équilibre financier permet de porter un jugement sur l'équilibre financier de l'entreprise.

Le ratio d'équilibre déterminé sur la période montre que l'équilibre financier est préservé jusqu'en 2016 et s'est nettement amélioré en 2017.

Ratio de capacité de remboursement

Le ratio calculé sur les 5 années montre que la capacité de remboursement est hors norme et traduit ainsi les difficultés de la CEB à rembourser ses dettes.

Ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale indique que la solvabilité à court terme de la CEB s'est encore plus détériorée qu'en 2016.

Ratio de rentabilité

Ce ratio mesure les performances financières de l'entreprise.

Le ratio calculé montre que la détérioration de la rentabilité de l'activité de la CEB s'est légèrement améliorée sans atteindre la norme.

20. ANALYSE DU RESULTAT

Les activités de l'exercice 2017 se sont soldées par un déficit de 2 796 millions de francs CFA contre un déficit de 18 555 millions de francs CFA en 2016.

Cette nette amélioration du résultat a été rendu possible par la disponibilité des sources propres de la CEB et les efforts de maîtrises des charges d'exploitation qui a permis de ressortir un coût de revient du kWh à 61,38 FCFA/kWh.

Notons que le coût de production de Nangbéto s'est établi à 8,37 FCFA/kWh et celle des turbines à gaz à 64,28 FCFA/kWh.

Cependant, avec un prix de vente moyen de **59 FCFA le kWh** comparé au coût de revient de **61,38 FCFA le kWh**, la situation financière de la CEB demeure précaire et sa survie à court terme est remise en question au vu des déficits cumulés depuis trois ans.

4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2017

- 4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2017
- 4.2 Budget d'Exploitation 2017
- 4.3 Budget des Investissements 2017

4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2017

Le tableau ci-après récapitule les hypothèses ayant servi de base à l'élaboration du Budget 2017 ainsi que leur réalisation au 31 décembre 2017.

Hypothèses de base du budget 2017

DONNEES	PREVISIONS 2017	REALISATION 31/12/2017	TAUX DE REALISATION		
TAUX DE CHANGE MOYEN DU DOLLAR US (FCFA)	600	589,474 (min 590 / max 628)	98,25%		
REPARTITION DE LA DEMANDE (GWh)	2 164,0	1 925,7	89,0%		
PARC CEB	400,0	472,6	118,1%		
NANGBETO	150,0	206,6	137,7%		
TAG LOME au Gaz	125,0	126,0	100,8%		
TAG MARIA GLETA au Gaz	125,0	139,9	111,9%		
IMPORTATIONS	1 764,0	1 453,2	82,4%		
TCN	1600,0	1162,0	72,6%		
VRA	150,0	213,5	142,3%		
CIE	10,0	73,0	730,0%		
ECG	4,0	4,6	115,7%		
REPARTITION DE L'OFFRE (GWh)	2 055,9	1 755,4	85,4%		
BENIN	1 364,0	801,7	58,8%		
SBEE	1224,6	752,6	61,5%		
SCB-LAFARGE	38,6	49,1	127,2%		
NOCIBE	100,8	0,0	0,0%		
TOGO	689,3	949,1	137,7%		
CEET	551,0	746,3	135,4%		
SNPT	33,5	40,3	120,3%		
WACEM	49,0	59,9	122,3%		
SCANTOGO	55,8	102,5	183,7%		
BURKINA FASO	2,6	4,6	178,6%		
SONABEL	2,6	4,6	178,6%		
COUT DE PRODUCTION DU kWh	FCFA				
NANGBETO	17,9	17,9	100%		
TAG LOME au Gaz	54	53,2	99%		
TAG MARIA GLETA au Gaz (coût combustible)	54	52,6	97%		
PRIX D'ACHAT ET D'IMPORTATION DU kWh	US cent	FCFA	US cent	FCFA	
TCN	8,000	48	7,302	43	89,7%
VRA	9,000	54	8,879	52	96,9%
GRIDCo transport VRA et transit CIE	1,682	10	1,682	10	98,2%
CIE		56		64	
NIGELEC					
ECG	20,20	121	20,129	119	97,9%
PRIX DE VENTE DU kWh	FCFA	FCFA			
SBEE ET CEET	58	58			100%
CLIENTS INDUSTRIELS	65	65			100%
SONABEL	58	58			100%

La réalisation des hypothèses de base du budget 2017 montre qu'au niveau de l'offre d'énergie électrique, les clients ont été satisfaits en moyenne à 84,5% des quantités budgétisées notamment en raison des difficultés rencontrées pour l'approvisionnement en énergie.

Pour satisfaire cette demande, la TCN a fourni 72,6% de ses prévisions et ECG, 115,7%. Cependant la CIE (730%), la VRA (142,3%) et le parc de production de la CEB (118,1%) ont été sollicités plus que prévu pour pallier le déficit d'énergie en provenance de la TCN.

En ce qui concerne les prix d'achat et d'importation du kWh, ils sont restés en dessous des prévisions pour TCN (7,302 US cents contre 8 US cents prévu), VRA (8,879 US cents contre 9 US cents prévu), ECG (20,129 US cents contre 20,20 cents prévu) et stables pour CIE (65 FCFA) et GRIDco (1,682 cents) par rapport aux prévisions. L'effet conjugué de la diminution des tarifs d'importation et du cours du dollar au cours de 589,5 FCFA contre 600 FCFA prévu a entraîné la baisse des prix en FCFA.

4.2 Budget d'exploitation

4.2.1 Réalisation des Produits au 31 décembre 2017

LIBELLES	BUDGET 2017 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2017 (B)	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
VENTES D'ENERGIE	121 939,2	103 597,1	18 342,0	85,0%
PRODUITS ACCESSOIRES	115,0	76,0	39,0	66,1%
AUTRES PRODUITS	0,0	173,5	-173,5	
REV.FINANCIERS ET PROD. ASS.	450,0	4 826,5	-4 376,5	1072,6%
TOTAL PRODUITS	122 504,2	108 673,2	13 831,0	88,7%

Les réalisations des produits au 31/12/2017 se chiffrent à 108 673,2 millions de FCFA contre une prévision de 122 504,2 millions de francs CFA soit un écart défavorable de 13 831 millions de francs CFA. Ceci s'explique essentiellement par les ventes qui ont été réalisées en dessous des prévisions notamment au niveau de la SBEE.

N.B : les comptes de produit « Transfert de Charges » (832,7 millions de FCFA), « autres produits (2 470,7 millions de FCFA) « reprise de provisions financières pour charge (1 401 millions de FCFA) et « Reprise de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles » (0,52 million de FCFA) ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des produits.

Réalisation des Charges au 31 décembre 2017

LIBELLES	BUDGET 2017 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2017 (B)	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	102 894,6	85 197,6	17 697,1	82,8%
TRANSPORTS	50,8	56,1	-5,4	110,6%
SERVICES EXTERIEURS	3 517,7	4 140,5	-622,9	117,7%
IMPOTS ET TAXES	6,2	8,5	-2,3	137,8%
AUTRES CHARGES	290,0	275,6	14,4	95,0%
CHARGES DU PERSONNEL	5 948,3	6 070,7	-122,4	102,1%
FRAIS FIN. & CHARGES ASSIMILEES	4 105,4	6 922,3	-2 816,9	168,6%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 242,4	10 232,4	10,0	99,9%
TOTAL CHARGES	127 055,4	112 903,7	14 151,7	88,9%

En activités ordinaires, le total des charges se chiffre à 112 903,7 millions contre une prévision de 127 055,4 millions de francs CFA soit un écart défavorable de 14 151,7 millions de francs CFA qui s'explique par les niveaux de réalisation des rubriques suivantes :

- les achats et variation de stocks qui ont connu un écart favorable de 17 697,1 millions de FCFA dû au niveau de réalisation de la demande à 89% en corrélation avec l'offre ;
- les services extérieurs avec un écart défavorable de 622,9 millions de FCFA ;
- les frais de personnel avec un écart défavorable de 122,4 millions de FCFA ;
- les frais financiers et charges assimilées avec un écart défavorable de 2 816,9 millions de FCFA dû aux intérêts bancaires et aux pertes de change

N.B : les comptes de charges suivants ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des charges :

- Dotations aux provisions pour congés payés et avantage en nature pour 748 millions de FCFA ;

- Dotations aux provisions pour risques et charges et pour grosses réparations pour 577,2 millions de FCFA.

4.3 Budget des investissements

4.3.1 Réalisation des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2017

Prévues au budget 2017 pour un montant total de 1 558,5 millions de FCFA, les dépenses en investissements d'équipements engagées au 31 décembre 2017, s'élèvent à 85,2 millions de FCFA soit 5,5% des prévisions contre un taux de 75,7% en 2016.

Les investissements réalisés sont récapitulés dans le tableau ci-après :

DESIGNATIONS	BUDGET 2017	REALISATION 31/12/2017	SOLDE 31/12/2017	Taux de réalisation
Frais Immobilisés	150 000 000	0	150 000 000	0,00%
Logiciels	140 325 000	0	140 325 000	0,00%
Terrains et aménagements de terrains	140 000 000	0	140 000 000	0,00%
Bâtiments industriels	15 000 000	0	15 000 000	0,00%
Autres bâtiments	93 000 000	0	93 000 000	0,00%
Installation générale, agencement, aménagement divers	223 200 000	19 555 195	203 644 805	8,76%
Autres matériels et outillages divers	159 200 000	9 820 677	149 379 323	6,17%
Equipements Electriques de puissance	60 000 000	0	60 000 000	0,00%
Equipements de protection & mesure	73 500 000	5 512 090	67 987 910	7,50%
Matériel et mobilier de bureau	97 096 000	10 485 082	86 610 918	10,80%
Matériel et mobilier de logement	22 895 000	7 322 500	15 572 500	31,98%
Matériel de transport	343 500 000	28 900 000	314 600 000	8,41%
Matériel informatique	40 770 000	3 620 000	37 150 000	8,88%
TOTAL	1 558 486 000	85 215 544	1 473 270 456	5,47%

Tableau 6 : Récapitulatif des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2017 (en FCFA)

Les postes du budget des investissements d'équipement qui ont connu des réalisations significatives sont :

- *Matériel de transport*, réalisé à hauteur de 8,1% a enregistré l'achat d'un véhicule TOYOTA PRADO pour 28, 9 millions de FCFA destiné au Président de la Haute Autorité Bénin ;
- *Installations Générales, Agencements, Aménagements, Divers*, réalisé à hauteur de 8,8%, comprend essentiellement l'achat et l'installation de divers climatiseurs sur les sites de la CEB.

4.2.2 Réalisation des Investissements industriels au 31 décembre 2017

- Budgétisé en 2017 pour un montant de 98,6 milliards de FCFA dont 71 milliards de FCFA représentant la part des Bailleurs de fonds, 6,7 milliards de FCFA pour les banques commerciales et 20,9 milliards de FCFA pour la part CEB, les Investissements Industriels ont été réalisés au 31 décembre 2017 à hauteur de 22,2 milliards de FCFA correspondant à 17,4 milliards de FCFA pour la part des Bailleurs de fonds, 449 millions de FCFA pour la part des banques commerciales et 3,5 milliards de FCFA pour la part CEB, soit un taux de réalisation de 22,5% (16,8% part CEB, 6,7% part Banques commerciales et 17,4% part des Bailleurs de fonds) contre un taux de réalisation de 13,8% (6,4% part CEB, 9,7% part banques commerciales et 16,1% part des Bailleurs de fonds) au 31 décembre 2016.
- Ce taux de réalisation des investissements industriels au 31 décembre 2017 relativement faible résulte essentiellement du non démarrage de la plupart des projets prévus au budget du fait des difficultés de trésorerie et des difficultés liés à la mobilisation des financements de certains projets.
- Les réalisations des Investissements Industriels au 31 décembre classés en trois groupes sont récapitulées ci-après :

DE SIGNATION	BUDGET 2017				REALISATION FINANCIERE S AU 31/12/2017							
	TOTAL	Bailleurs	Banques Commerc.	CEB	TOTAL	%	Bailleurs	%	Banques Commerc	%	CEB	%
Projets achevés ou en voie d'achèvement	27 061	21 193	1 393	4 476	13 511	49,9%	9 700	45,8%	449	32,3%	3 507	78,4%
Projets en cours d'exécution	66 450	48 946	5 320	12 184	8 694	13,1%	7 679	15,7%	0	0,0%	0	0,0%
Projets non démarrés	5 081	850	26	4 205	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	98 592	70 989	6 739	20 865	22 205	22,5%	17 379	24,5%	449	6,7%	3 507	16,8%

Tableau 7 : Récapitulatif des Investissements Industriels au 31 décembre 2017 (en million de FCFA)